

MIGRATIONS

Automne 2009

S'adapter au
changement
climatique

Egalement:

Les migrants
face à la crise
économique



OIM Organisation internationale pour les migrations

25



12



34



36



9



8

- 3 Moment de vérité – S'adapter au changement climatique
- 5 Un *kahriz* à la fois : la solution durable de l'Azerbaïdjan face au problème de l'eau
- 8 Haïti répare les canalisations vétustes pour l'exploitation agricole
- 9 De l'eau, de l'eau, pas une goutte à perdre – Les migrations rurales et urbaines mettent en évidence les problèmes environnementaux de la Tanzanie
- 12 Changement climatique et déplacement au Bangladesh – Une crise silencieuse?
- 14 Les Moldaves souffrent de la crise économique
- 16 Les migrants honduriens et leurs familles résistent à la crise économique mondiale
- 19 Le boomerang des rapatriements de fonds : Les migrants mexicains aux Etats-Unis reçoivent-ils de l'argent de leurs proches pour résister à la tempête économique ?

- 22 Vol de salaire et problème de logement: Le calvaire des travailleurs journaliers dans la capitale américaine
- 23 Régulier ou irrégulier: Peu de différence pour les ouvriers agricoles migrants de Caroline du Nord.
- 25 Mettre fin au trafic illicite d'être humains en Afrique de l'Est : Nouvel espoir
- 29 Les réfugiés bhoutanais au Népal optent pour une nouvelle vie à l'étranger
- 33 Una enseignante en orientation culturelle hors du commun
- 34 L'énigme de l'intégration somalienne
- 36 Déplacement massifs vers les camps après 26 ans de conflit au Sri Lanka
- 38 Les familles déplacées du Timor-Leste rentrent chez elles
- 39 Un ancien combattant de la résistance devient un entrepreneur prospère



Moment de vérité – S'adapter au changement climatique

Par Philippe Boncour, Chef de division, Dialogue
International sur la Migration, OIM

▲ © OIM 2009 - MSD0247 (Photo: Sven Torfinn)

Le climat change. Et bien plus vite depuis
la révolution industrielle.

Les experts du GIEC¹ ont établi que les températures moyennes de l'hémisphère Nord ont été nettement plus élevées durant la seconde moitié du XX^e siècle que durant les 13 siècles précédents... Dans l'Arctique, la température a augmenté deux fois plus vite au cours du siècle dernier.

N'en déplaise aux nombreux Ponce Pilate, l'homme est donc en grande partie responsable de l'impact accru de ces changements sur les mouvements de population.

Certes, migrer a toujours été une des stratégies possibles d'adaptation en cas de dégradation de l'environnement ou de catastrophe naturelle. Voire un mode de vie dans certaines régions. Mais aujourd'hui, la côte d'alerte est dépassée et la communauté internationale s'est saisie de ces questions complexes et encore mal connues, sans doute parce qu'elles sont au confluent de plusieurs approches : l'environnement, le développement durable, l'action humanitaire, les droits de l'homme, les migrations, le climat pour n'en citer que quelques-unes.

Même si l'on ne dispose pas de chiffres précis quant au nombre de migrants environnementaux dans les décennies à venir, tant il est étroitement dépendant de notre capacité collective à réduire les émissions de gaz à effet de serre, une chose est sûre : ils seront de plus en plus nombreux.

De là à agiter le spectre d'un « nouveau tsunami »², il n'y a qu'un pas. Certes, il peut être politiquement tentant de surfer la vague de la sécurité en arguant que le changement climatique va déverser sur les côtes des pays développés des millions de personnes à la recherche d'environnements plus accueillants : cela permet de justifier des politiques migratoires plus restrictives qui trouvent un écho favorable dans des

¹ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

² Le Forum de Libération (20-21 septembre 2008) avait intitulé un des débats : « Réfugiés climatiques : vers un nouveau tsunami ? »

Les populations sont diversement affectées, mais il faut retenir que près de 98% des décès liés aux catastrophes naturelles ont lieu dans des pays en développement.

opinions publiques déjà inquiètes dans un contexte de récession économique sans précédent.

Mais cette tendance à la myopie politique ne résiste pas à l'analyse.

D'abord, les recherches actuellement disponibles, bien que géographiquement circonscrites, confirment que la grande majorité des migrations environnementales seront des migrations internes, soit vers le mirage de la prospérité autour des grandes villes, soit vers d'autres zones rurales encore susceptibles de subvenir aux besoins quotidiens des communautés affectées. Les mouvements transfrontaliers constitueront un autre aspect important, surtout dans les zones où la « capillarité » des mouvements est une constante depuis les temps immémoriaux et où la notion de frontière, au sens où l'entendent les Etats, ne fait pas forcément sens pour les populations directement concernées.

Ensuite, il y a de fortes chances pour que la migration internationale liée au changement climatique reste minoritaire, tout simplement parce qu'elle exige à la fois des moyens que les plus pauvres, les « sans terre » en quelque sorte, n'ont pas, et des réseaux communautaires dans le pays de destination qui leur font également défaut la plupart du temps.

Enfin, pour qu'une politique de lutte contre la migration irrégulière soit efficace quelles que soient ses causes, il faut dans le même temps que des canaux de migration régulière soient ouverts dans des conditions négociées entre les partenaires. Faute d'un tel accord global et concerté, le recours aux filières clandestines et aux réseaux mafieux est souvent le seul recours, avec l'impact dramatique que l'actualité se charge de nous rappeler à intervalles bien trop réguliers.

Le plus compliqué, au fond, c'est justement d'identifier, de « labelliser » les migrants environnementaux. Sauf dans les cas où une catastrophe naturelle les pousse à fuir dans l'urgence pour sauver leur vie et celle de leur famille, il est très difficile d'isoler le facteur « changement climatique » ou « dégradation de l'environnement » dans une combinaison d'éléments incitatifs qui relèvent au moins autant de motivations sociales, économiques, voire politiques. C'est probablement une des raisons pour lesquelles ils n'ont

pas de statut particulier au regard du droit international.

Ils ne sont sans doute pas près d'en avoir un, à en juger par l'extrême prudence, voire la réticence de beaucoup de gouvernements à créer une nouvelle « catégorie » qui disposerait de droits spécifiques. Aux portes des pays développés, ils sont aujourd'hui confondus avec le flot des migrants économiques et soumis aux mêmes aléas, même si certains tentent de déposer une demande d'asile, systématiquement refusée.

Car il ne s'agit pas de « réfugiés climatiques », même si les journalistes se sont empressés d'utiliser cette expression en raison de sa charge émotionnelle et de la compassion qu'elle induit. Les mots ont un sens et la Convention de 1951 sur le statut des réfugiés précise que la notion de persécution est centrale dans la détermination de l'éligibilité. Cela réduit à des cas marginaux la possibilité d'accéder à ce statut dans le contexte de la dégradation de l'environnement. Dans quelques pays, des régimes de protection temporaire ont été mis en place pour venir en aide à des populations étrangères affectées par une catastrophe naturelle. C'est l'ouragan Mitch qui a ainsi conduit les Etats-Unis à mettre en place le « Statut de Protection Temporaire », exemple suivi par la Suède et la Finlande avec des périmètres et des conditions d'application différents.

Les populations sont diversement affectées, mais il faut retenir que près de 98% des décès liés aux catastrophes naturelles ont lieu dans des pays en développement. Evidemment, c'est surtout cette image qu'on retient : les drames humains, les milliers de morts et la réponse humanitaire d'urgence qu'il faut apporter. Le plus souvent, les déplacements de masse liés à ces phénomènes sont temporaires et le moindre des paradoxes n'est pas de voir les populations reconstruire à l'endroit même où se trouvait leur maison, en dépit des risques évidents de survenue d'un événement similaire et des conseils prodigués par les humanitaires.

S'il est vrai que le nombre de ces événements extrêmes a doublé en 20 ans, passant de 200 à environ 400 par an, tout indique que ce sont bien les processus plus insidieux, plus graduels, qui induiront le plus grand nombre de déplacements définitifs dans les

décennies à venir : désertification, érosion des sols, déforestation, élévation du niveau des océans, salinisation des eaux... Le mot-clé, dans ce contexte, c'est sans doute « adaptation ». Adaptation sur place ou à proximité lorsque c'est possible, mais aussi utilisation de la migration comme une des stratégies possibles d'adaptation, comme l'ont fait de nombreuses populations depuis la nuit des temps.

La réponse de la communauté internationale doit, elle aussi, s'adapter. Il est relativement facile de lever des fonds lors de catastrophes majeures pour des raisons qui tiennent bien sûr à l'urgence, mais aussi à la visibilité médiatique et à l'utilisation politique qui peut en être faite. Mais il s'avère beaucoup plus ardu de convaincre des partenaires d'investir sur le long terme en soutenant des processus d'adaptation moins « vendables » en termes d'image, dont les résultats ne seront pas perceptibles avant plusieurs années. Dans un contexte de crise économique mondiale, la récurrence de telles dépenses est difficile à vendre dans les pays développés où les populations sont souvent davantage préoccupées par le maintien de leur niveau de vie et la peur du chômage.

Le moment de vérité aura lieu à Copenhague, lors de la prochaine Conférence des Parties à la CCNUCC.³

Outre la nécessité d'un accord sur la réduction des gaz à effet de serre, la manière dont sera traitée l'adaptation au changement climatique déterminera les possibilités d'action sur le terrain pour au moins la décennie à venir.

Les négociateurs accepteront-ils de considérer que l'impact humanitaire du changement climatique, surtout en matière de migrations et de déplacements, n'est pas un simple corollaire, mais bien un aspect central de l'accord si l'on veut garantir la sécurité humaine ?

C'est un pari. Risqué, mais gagnable. **M**

³ Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique

L'eau, c'est la vie. Elle apporte prospérité, santé et bonheur. Pourtant, en Azerbaïdjan, comme dans d'autres régions du monde, elle n'existe qu'en très petite quantité. La terre de ce pays d'Asie centrale est une des plus sèches au monde. Les rivières Kur et Araz ainsi que les réservoirs ne permettent pas d'apporter suffisamment d'eau pour subvenir aux besoins de toute la population. Cependant, l'Azerbaïdjan possède d'importantes réserves d'eau souterraine de haute qualité, qui ont été surexploitées pendant des dizaines d'années sans aucune préoccupation concernant leur durabilité. Depuis 10 ans, l'OIM travaille en coopération avec les partenaires locaux afin d'améliorer la gestion de cette ressource, qui est la clé de la stabilisation de la population.

« Les kahrizes sont un précieux don hérité de nos grands-parents leur eau limpide et fraîche apporte joie à tous, leurs rayons d'argent apaisent notre soif ardente, ils irriguent nos champs et vergers, transformant les déserts en lieux de vie. »

Hassan Ali Nikbin est assis au beau milieu de son jardin prospère, à l'ombre d'un vieux pommier, sa femme Melek à ses côtés. Ils se sont rencontrés en 1970, lorsque ce jeune poète talentueux a apporté une partie de son travail à une maison d'édition à proximité, où il a rencontré une jeune et charmante dactylographe. « Je suis d'abord tombée amoureuse de ses poèmes, puis de l'homme », confie-t-elle en souriant.

Son époux, fils d'un agronome qui travaillait dans un kolkhoz soviétique, autrement dit une exploitation collective, est devenu sourd en 1969, à la suite d'une infection qui n'avait pas été traitée correctement. « Malgré ce malheur, la poésie m'a permis d'exprimer mon amour pour la nature et la vie », confie Hassan Ali. « Ensuite, c'est devenu un moyen de nourrir ma famille. »

Les deux filles et le fils du couple ont quitté leur village d'origine de Turkesh en République Autonome de Nakhchivan

Un kahriz à la fois - la solution durable de l'Azerbaïdjan face au problème de l'eau

Par Jean-Philippe Chauzy, depuis l'Azerbaïdjan

▲ Un kankan, spécialiste traditionnel de l'eau, descend au fond d'un kahrize. © OIM 2009 - MAZ0013 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)



▲ Hassan Ali Nikbin et sa femme Melek à ses côtés. © OIM 2009 - MAZ0018 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)

(RAN) pour trouver du travail à Baku, la capitale de l'Azerbaïdjan. Hassan Ali et Melek ont pensé qu'ils avaient de la chance car de nombreux autres jeunes ont fui la pauvreté et le chômage en RAN pour travailler beaucoup plus loin en Turquie et en Russie.

« Ils sont partis à cause de la sécheresse, ils ne trouvaient pas de travail dans l'agriculture », déclare Hassan Ali. « Pourtant, il y a de l'eau dans les collines, une eau que nos pères ont réussi à gérer pendant des centaines d'années grâce au système des kahrizes. Et puis, au nom du progrès, les ingénieurs soviétiques ont décidé de forer de profonds puits. Au fil des années, la nappe phréatique s'est évaporée et les kahrizes se sont asséchés. »

Cependant, aujourd'hui, grâce au rétablissement de cet ingénieux système durable d'eaux souterraines qui demande peu d'entretien, il y a suffisamment d'eau potable et d'irrigation pour quelque 80 familles qui vivent et travaillent à Turkesh.

Les kahrizes ont été mis au point dans l'Iran antique il y environ 3 000 ans, en prenant l'eau souterraine et en la ramenant à la surface par le simple principe d'écoulement par gravité. Pendant des siècles, à travers la région, les kahrizes entretenus ont permis d'approvisionner la population toute l'année grâce à un système de puits interconnectés et de tunnels souterrains qui recueillent l'eau des collines.

Les tunnels, qui peuvent s'étendre sur plusieurs kilomètres, mesurent généralement 1,2 m de haut et 60 cm de large, suffisamment grands pour permettre de les entretenir. Dans les zones où le terrain est mou, les kahrizes voûtés sont renforcés par des murs de pierre.

Il y a dix ans, grâce au financement du Programme des Nations Unies pour le Développement, l'OIM s'est lancée dans un programme ambitieux de remise en état des kahrizes afin d'approvisionner

▼ Yunis, kakan, âgé de 72 ans. © OIM 2009 - MAZ0020 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)



durablement les villages isolés de Nakhchivan en eau potable et d'irrigation.

Le village de Turkesh a été le premier à demander l'aide de l'OIM pour réparer deux kahrizes délabrés, qui approvisionnaient autrefois le village en eau. Les doyens du village ont désigné un vieil homme connu sous le nom de Kankan Yunis comme étant le villageois le plus apte à expliquer la manière de procéder.

Né en 1937, Kankan Yunis dont le vrai nom était Yunis Ibrahimov, s'est révélé être l'un des derniers ingénieurs en système de distribution d'eau traditionnel (appelés « kankans ») encore en vie, qui disposait de compétences dans la construction et l'entretien des kahrizes transmises depuis des générations.

« Lorsque l'OIM est venu me voir, je leur ai dit que je pouvais commencer le lendemain matin, même sans rémunération », a déclaré Kankan Yunis. « Depuis l'âge de 10 ans, je travaillais avec mon père qui était un « kankan » respecté. Mon père avait lui aussi appris de son père. »

Moins d'une année plus tard, deux kahrizes complètement remis en état à Turkesh pompaient 17 litres d'eau par seconde, suffisamment d'eau pour subvenir aux besoins de la population locale et fournir de l'eau d'irrigation pour 24 hectares de terrain.

Le projet, qui bénéficiait à ce moment là du financement de l'Union Européenne (UE), de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et de la Direction suisse du développement et la coopération (DDC), a également permis de former une nouvelle génération de kankans, notamment les deux fils de Yunis, Javanshir et Jumshud.

Les rôles traditionnels des kankans sont bien définis. Le dirigeant ou « kankan bash » dépend du kankan Charkhchi pour faire fonctionner le treuil qui le descend dans le puit. Il travaille avec le kankan Laghimbar qui creuse le tunnel et le kankan Dolkesh qui rapporte la terre à la surface.

« Tout ce savoir-faire a disparu pendant l'ère soviétique, lorsque les autorités ont décidé de systématiquement creuser de profonds puits artésiens non jaillissants à l'aide de pompes électriques », confie Arzu Musayev, coordinateur technique national de l'OIM à Nakhchivan.

La prise d'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991 a conduit à un effondrement des infrastructures et l'alimentation en électricité est devenue instable. Peu après, les puits artésiens non jaillissants ont arrêté de pomper et les villages se sont retrouvés sans eau.

Une équipe de kankans restaure un vieux kahriz.



▼ © OIM 2009 - MAZ0019 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)



▼ © OIM 2009 - MAZ0014 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)

Pendant les quelques années qui ont suivi, des dizaines de milliers de personnes ont abandonné les villages touchés par la sécheresse afin de migrer vers les villes et à l'étranger à la recherche d'un emploi.

« Le rétablissement de l'approvisionnement en eau était primordial pour arrêter l'exode », explique Hajishaban Imanov, un vieillard de 78 ans qui a toujours vécu dans l'ancienne ville marchande d'Ordubad, autrefois célèbre à travers toute la région pour le tissage de tapis et la production de soie.

Assis sous un vieux mûrier avec deux de ses amis, il évoque qu'autrefois, les villageois dépendaient des kahrizes pour s'approvisionner en eau.

« Le kahrize de Toyenek dans la ville d'Ordubad a été construit il y a 200 ans par Hussein Bey, un riche propriétaire et bienfaiteur local. Il faisait la fierté de la ville, mais il a ensuite été remplacé par les puits pendant l'ère soviétique », se souvient-il.

« Les familles devaient payer jusqu'à 25 manats (30 dollars) par mois pour l'électricité et beaucoup plus encore lorsqu'une pompe défectueuse devait être remplacée », déclare Abdullayev Abdulla, qui dirige le Comité local des consommateurs d'eau. « Le pompage excessif a également asséché les kahrizes, dont certaines parties se sont effondrées ».

En 2007, lui et d'autres membres du Comité des consommateurs d'eau ont demandé aux autorités à Baku de condamner les puits artésiens non jaillissants et de réparer deux kahrizes délabrés avec l'aide de l'OIM.

« La remise en état des kahrizes est un succès », confie Hajishaban Imanov avec conviction. « Les familles ont effectué un paiement unique de 150

manats (186 dollars) pour la rénovation et de 2 manats (2,50 dollars) par mois pour les frais d'entretien. En échange, ils ont accès à la quantité d'eau dont ils ont besoin. »

« Une évaluation menée en 2007 par l'OIM et la DDC montre que les kahrizes fournissent une eau de bien meilleure qualité pour un coût beaucoup moins élevé », déclare Vassiliy Yuzhanin, qui dirige le bureau de l'OIM en Azerbaïdjan. « Les kahrizes contribuent aussi à responsabiliser les femmes, qui sont les principales bénéficiaires, en les associant aux différentes étapes du processus de décision », ajoute-t-il.

Avec ses rues bordées de pins et ses immeubles blancs bien entretenus, Naftalan diffuse un air presque méditerranéen, si l'on parvient à oublier les vents chauds et secs qui soufflent pendant l'été en provenance des plaines desséchées qui s'étendent à l'infini au pied des montagnes du Caucase.

Présentée en 1968 comme une station thermale pour les personnes souffrant de maladies de peau, de rhumatismes et de troubles neurologiques, Naftalan a vécu son heure de gloire pendant l'ère soviétique, quand près de 70 000 patients par an se rendaient dans ses sanatoriums pour y être soignés.

Confrontées à une forte demande, les autorités ont décidé de creuser un puits de 90 mètres afin de pomper de l'eau douce grâce à six puits artésiens non jaillissants. Vilayet Zamanov, un homme de 47 ans au corps musclé et à la tête rasée, a travaillé comme ingénieur avec la compagnie des eaux de la ville avant de diriger la Communauté des consommateurs d'eau de Naftalan.

« Mis à part le fait que nous ne pouvions fournir assez d'eau dans les sanatoriums, l'inconstance de l'approvisionnement

en eau a envenimé les relations entre les habitants locaux et les milliers de personnes déplacées en raison du conflit de Nagorno Karabagh, en 1992-1993. Un jour, un groupe de personnes a détruit la porte de mon bureau à coups de hache », confie-t-il.

Sur le site, où l'OIM finalise la remise en état d'un kahrize de 1 000 mètres de long grâce au financement du Bureau de la Population, des Réfugiés et des migrations du Département d'État américain, Vilayet Zamanov explique que l'approvisionnement régulier en eau a restauré la paix et l'harmonie dans la ville, qui compte aujourd'hui 15 500 habitants, dont 2 000 déplacés internes et 3 500 soldats stationnés dans une base à proximité.

« Grâce au kahrize, les gens n'ont plus besoin de se battre pour l'eau. Le kahrize ravitaille un bassin de 12 000 mètres cubes qui sera bientôt rénové avec l'aide de l'OIM afin d'améliorer la qualité de l'eau », ajoute Vilayet Zamanov.

A ce jour, 58 kahrizes ont été remis en état dans le cadre du programme de l'OIM, approvisionnant quelque 5 815 familles en eau potable. 4 500 autres familles ont désormais accès à l'eau d'irrigation. Trente-cinq autres structures sont en cours de rénovation.

Par conséquent, la productivité du secteur agricole à Nakhchivan a augmenté, permettant ainsi de stabiliser les mouvements de population, d'améliorer les revenus des ménages et d'offrir des emplois aux habitants. Quelque 170 jeunes kankans ont reçu une formation, et d'autres jeunes attendent d'être formés.

« Nous avons également envoyé 5 kankans dirigeants au centre international de l'UNESCO pour les qanats et les ouvrages hydrauliques historiques à Yazd en Iran », déclare Lucie Dupertuis, chef du bureau de l'OIM à Nakhchivan.

« Leur savoir-faire aidera non seulement à rénover les vieux kahrizes mais, nous l'espérons, à en construire de nouveaux. Cela permettra également de préserver ces compétences afin de garantir la durabilité de l'approvisionnement en eau pour les générations futures », ajoute-t-elle. **M**

LE SAVIEZ-VOUS ?

Il existe quelque 1 450 kilomètres de canaux souterrains en Azerbaïdjan, suffisamment longs pour relier Baku à Ankara, la capitale de la Turquie.

On estime qu'il y a cent ans, il existait environ 1 500 kahrizes à travers l'Azerbaïdjan.

▼ Hajishaban Imanov (à gauche) et ses amis se battent pour la remise en état des kahrizes à Ordubad. © OIM 2009 - MAZ0017 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)



Lorsque les ingénieurs ont tenté de réparer le légendaire réseau de distribution d'eau de la Plaine du Cul de Sac, une vallée agricole qui s'étend près de Port-au-Prince, les canalisations étaient couvertes de boue et de déchets, ensevelies à cause de l'érosion du sol des montagnes déboisées qui dominent Haïti.

La vase et les dépôts recouvraient le réseau de distribution d'eau de « plus de trois mètres de haut », d'après l'ingénieur Jude Clercidor Martinez, qui travaille sur un projet financé par USAID.

Un doyen du village se souvenait pourtant de l'eau qui coulait à flots et a indiqué l'endroit exact où se trouvaient les canalisations ensevelies.

L'eau avait coulé pour la dernière fois vers la fin des années 40, début des années 50, d'après le doyen qui se souvenait de cette période en se référant au nom du président haïtien de l'époque. C'était un peu avant Duvalier, a déclaré le doyen, en référence au très redouté « Papa Doc ».

Grâce aux indications du doyen et à un financement de 800 000 dollars de la part d'USAID, la quantité de terre arable dans la Plaine du Cul de Sac est passée de 1 300 à 4 000 hectares en moins d'un an, permettant ainsi à 30 000 agriculteurs d'aspirer désormais à une vie meilleure.

L'érosion, les glissements de terrain, les canalisations bouchées et les inondations sont des événements récurrents à Haïti, surtout pendant la saison des ouragans. Les pauvres brûlent les arbres des collines afin

d'aménager des terres cultivables ou de produire du charbon à vendre aux habitants des villes. En l'absence de racines, les pluies emportent la couche arable.

« Les problèmes, tels que la pauvreté et la faim, auxquels sont confrontés les agriculteurs ont une incidence dans les villes. USAID change donc de stratégie », a déclaré Alex Deprez, directeur adjoint suppléant de l'Agence à Haïti.

« Nous passons de projets de gestion des points sensibles urbains donnant priorité à la sécurité et à la création d'emplois à court terme à une stratégie de développement de zones à plus fort potentiel économique », a-t-il déclaré.

Il s'agit donc de gérer les zones urbaines et rurales en même temps dans une optique de développement.

La Plaine du Cul de Sac était autrefois un des greniers d'Haïti mais a subi les conséquences de la dégradation du sol de manière considérable. Relancer la production agricole à cet endroit est perçu comme un élément essentiel pour créer des emplois et nourrir un pays affamé qui fut l'un des premiers à connaître les émeutes urbaines pendant la crise alimentaire de l'année dernière.

Environ 70% des 9 millions d'Haïtiens travaillent la terre d'un sol autrefois si fertile. Ses plantations de canne à sucre avaient réveillé les ambitions du pouvoir impérial. Mais aujourd'hui, il est moins cher d'importer le sucre que de le produire localement.

Respectivement 16 et 46 kilomètres de canaux primaires et secondaires sont

en cours de rénovation dans la Plaine du Cul de Sac grâce à un partenariat entre USAID, l'Organisation internationale pour les migrations et la Fondation de l'habitation coopérative, avec le soutien de Saint-Ange Darius, maire de Croix-des-Bouquets, une ville située juste à l'extérieur de Port-au-Prince.

Darius a confié que l'avenir de sa ville dépendait de ces agriculteurs.

S'ils ne réussissent pas, le centre ville pourrait devenir très agité. Le maire, le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural et les usagers locaux des ressources en eau travaillent ensemble sur la rénovation du système.

Un peu plus haut dans la plaine, un système de vannes conduit l'eau dans sept directions vers les canalisations. Encore un peu plus haut, des murs de gabion en pierre sont en cours de construction. Ils permettront de protéger la zone d'alimentation du système d'irrigation de la rivière Gris, parfois bien agitée.

Des projets d'ingénierie similaires pour contrôler les inondations et récupérer du terrain sur les flancs de coteaux et dans les plaines sont mis en œuvre à Gonaïves, autour de Port-au-Prince, et dans plusieurs endroits en Haïti. Ces projets s'inscrivent tous dans un plan visionnaire pour l'île qui travaille dur dans le but de retrouver la productivité de la terre d'Haïti. **M**

Cet article tiré de l'édition de juillet 2009 de la publication USAID Frontlines, a été réimprimé avec l'aimable autorisation de l'auteur et d'USAID.

Haïti répare les canalisations vétustes pour l'exploitation agricole

Photos: USAID 2009

Par John Waggoner, USAID, depuis Croix-des-Bouquets, Haïti



▼ Un garçon haïtien pompe de l'eau.



▼ Une femme haïtienne dans son jardin d'épinards.

De l'eau, de l'eau, pas une goutte à perdre

Les migrations rurales et urbaines mettent en évidence les problèmes environnementaux de la Tanzanie

Par Jemini Pandya, en Tanzanie

« Lorsque je suis arrivé ici, il n'y avait qu'une forêt avec pleins d'animaux sauvages, y compris des lions », se souvient le Président Juma Omar Shindo, un des tous premiers à avoir migré vers un endroit devenu l'une des plus grandes extensions urbaines de la ville principale de Tanzanie, Dar es Salaam.

« L'intégralité de la forêt appartenait à des missionnaires à cette époque, et les seules maisons qui existaient étaient éparpillées un peu partout. »



Il est difficile d'imaginer une telle scène, il y a 50 ans, assise dans un minuscule bureau situé dans une rue étroite poussiéreuse, dans un coin de la banlieue en constante expansion de Mbaga.

Bien que le président Juma, un leader des rues du quartier de Bughdada, se souvienne des gens qui commençaient à construire des maisons à partir de la fin des années 50 dans des endroits qui sont aujourd'hui devenus des quartiers à la mode de Dar es Salaam, ce n'est qu'à partir des années 80 qu'il a observé les flux migratoires importants depuis les zones rurales de la Tanzanie.

« Jusqu'alors, il n'y avait aucune infrastructure. Pas de route, très peu d'écoles et de centre médicaux. Il n'y avait pas de transport, alors les gens devaient marcher longtemps. Il nous fallait deux jours de marche pour atteindre l'hôpital où il y avait seulement un médecin. L'eau, nous l'achetions grâce à des pompes mais à l'époque, nous payions en centimes, aujourd'hui, nous payons en shillings », évoque-t-il.

Plusieurs décennies après, il y a toujours des problèmes de manque d'infrastructures, en particulier de centres médicaux, de dispensaires et d'écoles. Mais bien que la situation soit

◀ Une infrastructure ancienne et cassée laisse les habitants sans eau. Ils dépendent alors des entrepreneurs qui vendent cette précieuse denrée au seau, grâce à des puits qu'ils ont creusés. © OIM 2009 - MTZ0046 (Photo: Jemini Pandya)

identique pour les habitants de l'autre côté de Mbagala, le problème le plus courant est celui de l'accès à l'eau, dans une ville qui est incapable de satisfaire la demande de la population en rapide et constante croissance.

La population dans la banlieue seule de Mbagala est estimée à 200 000 habitants mais personne ne connaît vraiment les chiffres exacts. Quatre-vingt-dix pour cent de ses résidents sont des migrants originaires d'autres régions du pays.

L'histoire se répète dans d'autres endroits à Dar es Salaam. Il est rare de croiser quelqu'un dans la ville qui en soit vraiment originaire.

Officiellement, l'ancienne capitale tanzanienne compte 2,7 millions

d'habitants mais sa population croissante est en fait largement estimée à plus de 4 millions d'habitants.

Mary, une travailleuse sociale arrivée du Kilimandjaro il y a 10 ans, doit aller chercher son eau dans un puits situé à 500 mètres de chez elle. Chaque seau qu'elle rapporte lui coûte 30 shillings tanzaniens (3 centimes de dollar par seau).

« L'accès à l'eau est bien plus difficile qu'avant. Autrefois, nous avions des tuyaux qui acheminaient l'eau jusqu'à la maison. Nous payions 8 000 shillings par mois. Puis l'approvisionnement s'est arrêté », déclare-t-elle. Elle pense que la tuyauterie s'est cassée et n'a jamais été réparée. Comme beaucoup d'autres, elle achète son eau à une personne qui

a creusé un puits sans aucun contrôle de la qualité de l'eau qu'elle et les autres utilisent.

Anna est arrivée à Dar es Salaam il y a près de deux ans avec son mari et ses enfants après qu'ils ont perdu leurs moyens d'existence de culture et de vente de légumes à Tabora, en Tanzanie occidentale. Elle parvient au mieux à acheter 5 seaux d'eau par jour.

Avec un mari malade et incapable de travailler et à la tête d'une famille de 5 personnes vivant dans une minuscule pièce sans électricité, Anna peine à garder la tête hors de l'eau. Payer 15 centimes de dollars par jour pour boire, nettoyer et cuisiner représente une somme d'argent considérable dans un pays où des millions de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour.

Dans les zones riches de la ville, dont notamment le quartier diplomatique, où son prix n'est pas vraiment un problème, l'eau doit être acheminée.

La demande en eau représente environ 450 000 mètres cubes par jour, mais la Régie des eaux et de l'assainissement de Dar es Salaam (DAWASA) qui approvisionne la ville peut seulement acheminer 270 000 mètres cubes.

D'après le responsable des opérations Jackson Midala, la régie avait initialement prévu une croissance de la population de 3% par an pour la ville. En réalité, la croissance actuelle est de 8%.

L'approvisionnement en eau dépend des sources souterraines et des sources en surface de la régie qui comprend essentiellement deux centres de traitement des eaux le long de la rivière Ruvu.

Cependant, la rivière n'a plus la même quantité d'eau et son écoulement est moins fiable qu'avant. Les pluies qui s'abattaient sur le pays deux fois par an ne se manifestent plus qu'une seule fois.

La faiblesse des niveaux d'eau a d'autres répercussions dans un pays qui dépend de l'hydroélectricité. Les eaux des rivières ont atteint un niveau si bas en 2007 que l'alimentation en électricité à Dar a été durement touchée, forçant ainsi la population au rationnement qui a, à son tour, eu des conséquences sur le commerce et les recettes fiscales de l'Etat.

En plus des changements des tendances climatiques, la DAWASA a d'autres difficultés à gérer.

► Anna et sa famille sont des migrants urbains relativement récents. La vie à Dar es Salaam n'est pas aussi facile que son mari et elle ne l'avaient prévu. © OIM 2009 - MTZ0045 (Photo: Jemini Pandya)





▲ Avec plus de 4 millions d'habitants, la population de Dar es Salaam continue de croître, ce qui pose de graves problèmes pour l'environnement et les ressources naturelles telles que l'eau © OIM 2009 - MTZ0043 (Photo: Jemini Pandya)

La croissance de la population va de pair avec la construction immobilière à grande échelle imprévue, qui pose des problèmes particuliers à la régie dans des zones où il n'existe aucune infrastructure pour l'approvisionnement de l'eau.

« La solution au problème serait de construire un barrage sur la rivière Ruvu afin de stocker le surplus d'eau après une bonne saison des pluies », déclare Jackson Midala. Mais le projet de construction d'un barrage à Kidunda dans une réserve naturelle avait des conséquences néfastes à la fois sur la faune et la flore et sur les habitants qui auraient perdu leurs terres. Le projet n'a donc jamais vu le jour.

La régie prend conscience que la rivière Ruvu est une ressource limitée et ne veut pas exploiter les eaux souterraines pour des raisons environnementales mais ses possibilités sont limitées. La diminution des précipitations et la demande croissante d'une ressource vitale de plus en plus rare ne laissent que peu de choix.

Vingt puits profonds sont sur le point d'être creusés. Ils pourront produire 260 000 mètres cubes d'eau par jour

alors que le projet de traitement de la rivière Ruvu permettrait d'accroître les rendements de seulement 90 000 mètres cubes par jour. L'Ambassade norvégienne finance également une étude de 6 millions de dollars sur la viabilité d'une exploitation de la nappe souterraine qui pourrait permettre de satisfaire certains besoins en eau de la ville.

Bien que Dar es Salaam abrite que 10% de la population du pays, d'autres régions de la Tanzanie sont également touchées par l'accès variable à l'eau, ce qui a un impact sur l'exode rural de cette population.

Dans des villes comme Arusha située au nord du pays, qui a déjà connu une explosion de la croissance démographique sans aucun aménagement du territoire ou gestion des ressources, les agriculteurs et les ouvriers agricoles sont en première ligne face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.

Les neiges du Kilimandjaro, le toit de l'Afrique, sont l'image emblématique de l'Afrique de l'Est. Mais aujourd'hui, même lorsque le ciel est dégagé, il est difficile de voir beaucoup de neige. Au

cours du siècle dernier, le Kilimandjaro a perdu 82% de sa glace. Les scientifiques craignent que d'ici 2020, elle aura entièrement fondue.

Ses flancs de moyenne montagne fertiles et ses terres alentours sont célèbres pour ses plantations de bananes et de café. Pourtant, les gens du pays affirment que les cultures ne se portent pas très bien. Le changement climatique mais aussi l'érosion des sols et le manque de systèmes d'irrigation jouent un rôle.

Un prêtre local qui habite depuis toujours à Moshi, ville principale de la région du Kilimandjaro, confie que les gens n'arrivent plus à gagner autant d'argent qu'avant et que les moyens d'existence peuvent disparaître. La solution la plus simple est de partir vers les villes à la recherche de travail. Les sécheresses, les pertes de récoltes et la dégradation de l'environnement ont déjà conduit certains agriculteurs des zones les plus arides du pays à quitter leurs terres à la recherche d'une meilleure situation dans les villes, pour finalement se rendre compte que l'accès à l'eau est encore plus un problème dans les villes que chez eux. **M**



▲ La disparition du manteau neigeux du Kilimandjaro se voit clairement. © OIM 2009 - MTZ0062 (Photo: Jemini Pandya)

Au Bangladesh, on dit que le changement climatique a un goût. Celui du sel. Au sud du pays, la salinité devient un problème majeur qui a déjà détruit de vastes étendues de terre arable, coûté les moyens d'existence de nombreux habitants locaux et qui les a déplacés de leurs terres.

L'eau salée a fait intrusion sur le sol de la ceinture du sud du Bangladesh après le passage de cyclones et la montée du niveau de la mer. Mais au nord du pays, des millions de personnes sont aussi menacées par l'érosion des bords de rivière (RBE), les graves sécheresses et les fortes inondations. Environ un million de personnes sont touchées par la RBE chaque année.¹

Un récent rapport du GIEC affirme qu'une montée des eaux d'un mètre seulement inondera quelque 13% du territoire de la ceinture du sud, déplaçant ainsi entre 15 et 20 millions de personnes d'ici 2050. Parallèlement, la banque mondiale estime que d'ici là, la moitié des Bangladeshis vivront dans les centres urbains. Ces conclusions suggèrent une corrélation possible entre le changement climatique et l'augmentation rapide de l'urbanisation au Bangladesh.

Au Bangladesh, le taux de croissance actuel de la population urbaine est de 4,8% par an. Les régions métropolitaines majeures ont vu la population passer de 1,6 million d'habitants en 1974 à 20,15

millions en 1991. En 2001, elle était passée à 23,1 millions, pour atteindre 35 millions en 2006.²

La population urbaine pourrait atteindre 68 millions d'habitants, soit 37% de la population totale, d'ici 2015.³ Les installations de fortune qui poussent comme des champignons dans tous les coins de Dhaka, la capitale, ces quelques dernières années, montrent que la population du pays sera probablement concentrée dans les zones urbaines d'ici à peine trente ans.

L'urbanisation au Bangladesh est rapide et imprévue. Des catastrophes telles que les inondations et les sécheresses dans de nombreuses régions du pays obligent souvent les gens à se déplacer et à trouver de nouveaux emplois, ce qui contribue également à la croissance rapide des populations urbaines.

Ces tendances posent un certain nombre de questions. Le Bangladesh dispose-t-il

de stratégies de réinstallation pour faire face à une telle croissance urbaine ? Un pays comme le Bangladesh pourra-t-il loger un nombre aussi important de gens déracinés dans le futur ? Y-a-t-il des politiques en place pour faire face à de tels mouvements de populations imprévus ? Ou alors la situation se dirige-t-elle vers une crise silencieuse ?

Il va sans dire qu'un contrôle de ces tendances migratoires urbaines requiert plus de recensements et d'évaluations afin de comprendre d'où viennent ces gens, dans quelles circonstances ils se déplacent, par quels moyens et surtout, où ils se dirigent.

La solution la plus rentable pourrait être d'intervenir lors de la première étape de la migration, dans les endroits où elle débute. Cette solution exigerait une reconnaissance de la relation entre changement climatique et migration/déplacement et supposerait son incorporation dans le discours politique.

Sans les efforts concertés des parties prenantes clés, la population des bidonvilles et celle des pauvres des centres urbains ont de grandes chances de croître à un rythme alarmant, mettant ainsi une pression supplémentaire sur la mise en commun des ressources et sur les services sociaux disponibles.

Une étude non publiée⁴ sur l'érosion des bords de rivière commanditée par l'OIM à Dhaka montre qu'après leur déplacement, les migrants sont souvent

¹ Groupe de Travail sur l'Équité et la Justice, Impact du changement climatique au Bangladesh, dossier de campagne du 5 novembre 2007.

² Centre d'études du développement urbain, *Occupants illégaux des villes du Bangladesh : une étude sur les occupants illégaux à Dhaka, Chittagong et Khulna, 1974* (Dhaka : CUS 1974) et Bureau des statistiques du Bangladesh, *Rapport national du recensement de la population bangladeshie, 1974* (Dhaka : Ministère de l'urbanisme, 1977) ; *Rapport de recensement de la population 1991, rapport sur les zones urbaines* (Dhaka : Ministère de l'urbanisme, 1997) ; *rapport national sur le recensement de la population 2001* (provisoire).

³ Transition démographique : le cas du tiers monde, publié par Aijazuddin Ahmad, Daniel Noin, H.N. Sharma. Jaipur, Inde, Editions Rawat, 1997.

⁴ La vie en changement : Les droits fondamentaux des déplacés victimes de l'érosion, 2008.

Changement climatique et déplacement au Bangladesh – Une crise silencieuse?

► Des millions de personnes au nord du Bangladesh sont menacées par l'érosion des bords de rivière et les graves sécheresses.
(Photo: Abir Abdullah)

Par Rabab Fatima et Adnan Ahmed Sirajee,
OIM Bangladesh



► A cause des inondations permanentes, les Bangladeshis doivent apprendre à adapter leur vie quotidienne aux situations les plus éprouvantes.
© (Photo: Abir Abdullah)

sujets à la marginalisation, à l'exclusion sociale et à la discrimination. Ils souffrent souvent du manque de prise en charge médicale, de services d'éducation, d'aliénation sociale dans les sociétés coopératives et disposent d'un accès restreint à la terre et à l'eau.

Les conséquences d'un phénomène de déplacement interne et de migration si rapide et incontrôlé pourraient être graves en termes de tension sociale et de conflits.

Si nous identifions l'urbanisation rapide et imprévue du Bangladesh comme étant une alerte à une situation de sécurité humanitaire bien plus grave dans un avenir proche, il serait prudent de prendre des mesures concertées sans plus attendre.

Cependant, le problème n'est pas encore prêt d'intégrer le discours politique du pays et est encore sujet à la spéculation. Certains spécialistes suggèrent que la menace de conflit comme conséquence directe du changement climatique est exagérée.

Néanmoins, en raison de ses frontières poreuses, l'Asie du Sud est une région où les tensions générées par les déplacements dus au climat pourraient avoir de graves conséquences au niveau transfrontalier.

Au Bangladesh, la migration est souvent perçue comme un échec d'adaptation, et n'est donc pas considérée comme une menace majeure à la stabilité. Pourtant, gérer les migrations en considérant qu'il s'agit d'une mesure d'adaptation peut réduire la vulnérabilité générale, en particulier dans les communautés côtières et sujettes à la RBE.

Dans ce contexte, la migration doit être volontaire et non pas forcée. L'étude de l'OIM sur la RBE mentionnée plus haut est

centrée sur la loi, les droits de l'Homme et le déplacement environnemental dans deux départements enclins à la RBE.

L'étude montre que les politiques inadéquates et la mauvaise gouvernance engendrent la rupture professionnelle, le vol des terres, l'exploitation des salaires et le déni du droit à la propriété, qui conduisent au final à la migration forcée.

Une mauvaise gouvernance, un manque de contrôle de la part des autorités locales et un système d'enregistrement des terres déficient n'ont pas permis d'identifier les victimes. Aussi, une initiative du gouvernement visant à donner des privilèges à la population touchée demeure inefficace.

Ceci suggère que la gestion des déplacements est étroitement liée à la prise de décisions politiques et à la gouvernance. L'OIM au Bangladesh œuvre pour renforcer la capacité du gouvernement local à gérer le déplacement interne de manière plus efficace, et préconise des politiques qui feraient de la décision de migrer un choix et non une obligation.

Ce type de recommandations ne doit pas se limiter à la RBE. L'expérience mondiale montre que le fait de miser sur la prévention rapide et sur les systèmes d'évacuation pour préparer les gens aux cyclones et aux inondations, a sauvé des millions de vies.

Le Bangladesh, pays largement reconnu comme étant l'un des plus vulnérables aux cyclones et aux inondations constantes en est un exemple typique. Depuis 2000, le pays a connu plus de 70 catastrophes naturelles majeures.⁵

⁵ Base de données du CRED (2009)

Un cinquième du territoire est inondé chaque année, et certaines années, près des deux-tiers de la masse territoriale est submergée.⁶ Les catastrophes naturelles liées au changement climatique ont provoqué des pandémies, dont notamment des cas de diarrhées qui ont tué 20% des enfants de moins de 5 ans en 2000.⁷ Les conclusions d'une étude menée en 2007 par l'OIM à la suite du cyclone Sidr ont révélé une tendance identique.

En l'absence d'un processus méthodique permettant de distinguer les migrants économiques des migrants environnementaux, la corrélation évidente entre le changement climatique et la migration est encore trop souvent considérée comme une coïncidence.

Une recherche plus poussée est nécessaire pour montrer s'il existe un lien profond entre le changement climatique et les facteurs environnementaux, et la migration. Une meilleure reconnaissance de cette relation au niveau des politiques et des spécialistes est également primordiale.

L'OIM à Dhaka est engagée dans la sensibilisation au problème afin de faire progresser la base de connaissances sur les migrants environnementaux. Nous pensons que l'action immédiate est appropriée pour faire face à ce problème émergent. Dans le cas contraire, cette crise pourrait bien ne pas rester silencieuse très longtemps. **M**

⁶ Agarwala, S., et al. (2003), « Développement et changement climatique au Bangladesh : accent sur l'inondation des côtes et la région des sundarbans », OCDE.

⁷ Système d'information statistique de l'Organisation mondiale de la santé (2009).

La crise économique s'est étendue à travers le monde et la Moldavie ne fait pas exception. D'après une étude récente de l'OIM en Europe de l'Est, 20% des foyers ruraux qui recevaient des fonds depuis l'étranger avant la crise, n'en reçoivent plus.

Cette proportion est considérable si l'on prend en compte le fait qu'un tiers des ménages ruraux reçoivent des rapatriements de fonds de membres de leur famille qui travaillent à l'étranger. Cet argent est utilisé principalement pour acheter des biens d'équipements et de consommation durables, pour payer l'éducation et le logement et rembourser des dettes. Pour la moitié de ces ménages, cet argent représente plus de 50% de leur budget familial alors que pour un quart d'entre eux, les fonds rapatriés sont quasiment la seule source de revenus.

Pour un pays où l'émigration et la dépendance aux rapatriements de fonds sont élevées, la crise économique mondiale qui touche la plupart des pays de destination des migrants moldaves est un problème.

Bravicea est un petit village pittoresque entouré de végétation luxuriante et caché derrière les collines vallonnées, à 60 km de la capitale moldave, Chisinau. A première vue, la vie y semble paisible et heureuse.

Pourtant, chaque famille de Bravicea a une histoire de migration à raconter. Les enfants errent sans but dans les rues et à la question « où sont vos parents ? », la plupart d'entre eux répondent « A l'étranger ». Livrés à eux-mêmes à cause de l'émigration de leurs parents, beaucoup de ces enfants sont élevés par leurs grands-parents, certains sont confiés aux voisins et, dans le pire des cas, ils sont envoyés dans des internats.

Marin, un jeune homme de 21 ans sans emploi et sans aucun diplôme d'éducation secondaire, a déjà travaillé plusieurs fois dans le secteur de la construction en Russie, pays de destination principal pour les migrants moldaves. Marin était content de son travail et de sa vie en Russie en compagnie d'un groupe de 15 compatriotes, car il était bien traité et payé dans les délais. Après être rentré chez lui il y a quelques mois, son employeur lui a demandé de ne pas revenir car la crise économique avait totalement gelé le secteur de la construction.

D'après l'étude de l'OIM, le nombre de Moldaves qui travaillent à l'étranger est passé de 430 000 en juillet 2008 à

Les moldaves souffrent de la crise économique

Par Tatiana Jordan et Blaec Kalweit – OIM Moldavie

353 000 en mars 2009. Cependant, à ce jour, rien n'indique que la crise économique est à l'origine du retour massif des migrants moldaves chez eux. Beaucoup de migrants moldaves sont des travailleurs saisonniers et le flux de migrants qui rentrent et partent peut en partie expliquer cette baisse. Le nombre de migrants qui quittent la Moldavie augmentera probablement à nouveau. En effet, plus de la moitié des Moldaves interrogés pour l'étude ont déclaré qu'ils étaient seulement rentrés temporairement et qu'ils projetaient de repartir dans les prochains mois.

Pourtant, le nombre de migrants rentrés de manière définitive a augmenté même si beaucoup ont confié qu'ils l'avaient fait pour des raisons familiales. Le nombre de « nouveaux » migrants, c'est-à-dire les migrants qui quittent le pays pour la première fois, s'est stabilisé dans un pays où les effets de la migration ont de graves conséquences.

Manifestement, le retour des migrants moldaves n'est pas la première chose à laquelle on penserait, dans un pays touché par la crise économique à l'étranger. Les rapatriements de fonds, si. La sœur aînée de Marin, Liliana, a quitté la maison il y a trois ans comme migrante en situation irrégulière en Italie. Grâce à son travail de soignante pour les personnes âgées, Liliana envoyait régulièrement de l'argent à sa famille. Aujourd'hui, avec une famille à charge, Liliana envoie de moins en moins d'argent à sa famille. Elle explique que la dégradation de la situation économique l'empêche de rapatrier des fonds.

Cette histoire confirme les conclusions du rapport de l'OIM. Vingt pour cent des ménages moldaves qui bénéficiaient de rapatriements de fonds avant la crise, ne reçoivent plus d'argent des membres de leur famille qui travaillent dans un autre pays. Quarante-cinq pour cent des ménages reçoivent moins d'argent,

parfois même beaucoup moins d'argent que l'année dernière. La Banque Nationale de Moldavie confirme cette tendance, en faisant remarquer que les rapatriements de fonds vers la Moldavie ont chuté de 42% au cours des quatre premiers mois de 2009 par rapport à la même période en 2008.

« Je retournerais bien volontiers travailler à Moscou pour aider mes parents si on m'offrait un emploi », confie Marin.

A défaut, Marin et d'autres rapatriés doivent désormais se faire concurrence pour trouver un emploi en Moldavie. Dans les zones rurales, où les offres sont rares, il y a de grandes chances pour que les rapatriés s'en sortent mieux que ceux qui n'ont jamais quitté le pays car ils ont plus d'expérience professionnelle. Les jeunes moldaves sans emploi et avec très peu d'expérience pourraient donc se retrouver dans une situation de pauvreté encore plus extrême.

« La priorité est d'identifier les plus vulnérables et de les protéger », déclare Martin Wyss, chef de mission de l'OIM en Moldavie. La diminution des ressources financières dans les caisses de l'Etat pourrait provoquer la suppression de certains services sociaux et programmes de développement humain. Toutefois, la suppression de programmes ciblés d'aide sociale pourrait être une réponse politique à court terme permettant de s'assurer que les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées ne tombent pas dans une spirale encore plus grande de pauvreté rurale et d'exclusion sociale.

Cependant, les migrants irréguliers et saisonniers sont aussi vulnérables lorsqu'ils sont à l'étranger car ils sont souvent dans l'impossibilité de se plaindre des mauvaises conditions de travail, des heures supplémentaires et des bas salaires.



▲ Comme de nombreuses maisons dans la campagne moldave, celle-ci a été abandonnée par une famille qui a désormais migrée à l'étranger. © OIM 2009 - MMD0088 (Photo: Tatiana Jardan)



▲ Les enfants abandonnés du fait de la migration doivent souvent se débrouiller seuls. © OIM 2009 - MMD0087 (Photo: Tatiana Jardan)

« Un bas salaire à Moscou reste plus élevé qu'un salaire en Moldavie », explique néanmoins Marin. Et bien sûr, éviter le chômage en Moldavie est primordial.

L'histoire de la famille de Nicolae, âgé de 61 ans, reflète parfaitement cette situation. Nicolae s'est retrouvé avec ses trois petits-enfants à sa charge après que ses deux filles sont parties à l'étranger. Sa fille aînée, qui travaille en Grèce, pense aujourd'hui demander à sa propre fille de la rejoindre. Pendant ce temps là, son autre fille, qui travaille à Moscou depuis quelques mois, n'a toujours pas été payée. Ses employeurs affirment que le délai est dû aux difficultés financières auxquelles ils sont confrontés à cause de la crise. Cette conjoncture met sa fille dans une situation très délicate, qui hésite entre rester dans l'espoir d'être payée ou rentrer chez elle pour voir ses enfants.

Malheureusement, Bravicea n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Le temps permettra de savoir comment la situation évoluera pour les migrants moldaves et leurs familles restées au pays mais il est nécessaire d'agir maintenant afin de réduire les effets de la crise.

« Nous avons pensé qu'il était important de ne pas attendre qu'il soit trop tard. L'OIM travaille en coopération avec le gouvernement et les organisations partenaires pour continuer à évaluer l'impact de la crise et faire ce qui est possible pour réduire les souffrances causées par la crise sur les familles restées au pays et sur les migrants moldaves à l'étranger », déclare Martin Wyss.

En coopération avec le Ministère moldave de l'Economie et du Commerce, et l'Organisation Internationale du Travail, un programme a été lancé pour tirer le maximum des rapatriements de fonds. Au lieu d'utiliser les fonds pour les biens de consommation durables et autres dépenses domestiques, le but est de faire en sorte que les migrants investissent dans la création d'entreprise et de moyens d'existence.

« Cette approche est un des meilleurs moyens pour sortir les personnes rendues vulnérables par la crise de l'exclusion économique et sociale », conclut Martin Wyss. **M**



► Beaucoup de villages moldaves sont habités par des personnes âgées qui s'occupent de leurs petits-enfants. © OIM 2009 - MMD0086 (Photo: Tatiana Jardan)



▲ Les migrants sans emploi reçoivent des dons de nourriture sur le marché des agriculteurs dans le Maryland. © OIM 2009 - MUS0083 (Photo: Charles Porcel)

Les migrants honduriens et leurs familles résistent à la crise économique mondiale

Niurka Piñeiro raconte depuis le Honduras

Toutes les personnes interrogées au Honduras dont certains proches sont aux Etats-Unis, ont confirmé qu'ils recevaient moins d'argent ou plus d'argent du tout de leurs proches à l'étranger. Avec un revenu national brut par habitant de 1 635 dollars, le Honduras est un des pays les plus pauvres de l'Hémisphère occidental. En 2008, 83% des migrants honduriens ont déclaré rapatrier des fonds dans leurs familles restées au pays. Une chute des rapatriements de fonds pourrait provoquer des dégâts dans l'économie fragile de dizaines de milliers de familles qui dépendent de cette bouée de sauvetage.

Systématiquement, lorsque les temps sont durs, le sentiment anti-immigrant est à son apogée. Les Etats-Unis, qui accueillent environ 11 millions de migrants irréguliers ne font pas exception.

Une histoire publiée par msnbc.com et The Elkhart Truth (Indiana) le 29 juin dernier, a suscité plus de 1 300 réactions en 24 heures. L'histoire intitulée « Ces immigrants qui se battent pour rester aux Etats-Unis » rapportait les dires de migrants qui avaient perdu leurs emplois et tentaient de survivre sans aucun accès aux prestations de chômage, mais qui, dans le même temps, étaient hostiles à un retour dans leur pays d'origine. L'histoire a provoqué un déferlement de commentaires de personnes catégoriquement opposées à l'immigration illégale, qui appelaient les migrants illégaux à « rentrer chez eux ».

Partout dans le monde, les médias rapportent qu'à cause de la crise financière mondiale, de nombreux migrants perdent leurs emplois et certains choisissent de rentrer dans leurs pays d'origine.

Mais jusqu'à présent, il n'y a eu aucun retour de masse. Les migrants rentrent, mais petit à petit.

Rosa Nelly Santos et Edita Maldonado dirigent COFAMIPRO, le Comité des membres de familles de migrants dans la ville d'El Progreso, au nord du Honduras. Leur travail est d'aider les membres des familles à retrouver leurs proches qui ont disparu pendant leur périple pour atteindre les Etats-Unis. Elles ont aussi des proches à l'étranger et connaissent donc les conséquences de la récession économique mondiale.

Edita a trois enfants aux Etats-Unis qui lui confient qu'il n'y a pas de travail. Les rapatriements de fonds sont irréguliers et représentent au total entre 50 et 100 dollars.

Pourtant, Rosa Nelly est confiante : « La crise économique n'empêchera pas les Honduriens d'aller aux Etats-Unis. Et vous savez pourquoi ? Parce que les maquilas (usines d'assemblage) sont en train de fermer, alors qu'elles fournissent les seuls emplois qui retiennent les jeunes et les empêchent de migrer vers le nord. Et beaucoup d'autres entreprises, comme les supermarchés, réduisent leurs effectifs. »

Patricia Canales, du Ministère hondurien du Travail, expose les faits et les chiffres qu'elle a devant les yeux. Elle affirme que plus de 37 pour cent de la population en âge de travailler, soit un million de personnes, sont soit au chômage, soit sous-employés.

« Je confirme que nos indicateurs économiques, en particulier les rapatriements de fonds, montrent des signes de compression ». Avec conviction, Patricia Canales réitère : « cela signifie que les Honduriens aux Etats-Unis envoient moins d'argent à leurs familles. »

Les rapatriements de fonds au Honduras avaient augmenté chaque année depuis 15 ans, passant de 654,2 millions de dollars en 2000 à 3,2 milliards de dollars en 2008.

Cependant, les indicateurs économiques hebdomadaires publiés par la Banque Centrale du Honduras (BCH) à la mi-juin, ont confirmé qu'au cours des cinq premiers mois de 2009, les rapatriements de fonds avaient en effet baissé de 5,7%, par rapport à la même période en 2008.

Cela correspond à 64,4 millions de dollars en moins qui entrent dans le pays pour aider les familles à subvenir à leurs besoins primaires.



▲ De nombreux migrants travaillant dans le secteur du bâtiment ont perdu leurs emplois. © OIM 2009 - MUS0084 (Photo: Charles Porcel)

Selon la Banque interaméricaine de développement, le dernier trimestre 2008 a vu la première baisse de rapatriements de fonds en Amérique Latine depuis près de 10 ans.

Le dialogue interaméricain, un centre d'analyse politique situé aux Etats-Unis, estime la baisse des rapatriements de fonds dans la région en 2009 à sept pour cent. Cette chute est attribuée aux pertes d'emplois, au ralentissement des rendements et à l'expulsion des migrants.

Patricia Canales, du Ministère du Travail, déclare : « Nous savons que les migrants honduriens peuvent être stressés et désorientés par rapport à un potentiel retour au pays maintenant. Mais je suis certaine qu'en comparant la capacité des Etats-Unis à rebondir face à la crise, par rapport à celle d'un petit pays comme le Honduras, ils en viendront rapidement à la conclusion que l'économie américaine se redressera bien plus vite. »

En mai 2009, le Ministère américain du Travail a révélé que le nombre de chômeurs a augmenté de 787 000, passant ainsi à 14,5 millions d'individus. Le taux de chômage s'élève désormais à 9,4%, et 12,7% pour les populations Hispaniques.

A 34 ans, Gladys Bustillo est mère de deux enfants et son mari aux Etats-

▼ Gladys Bustillo a du mal à finir les mois sans l'envoi de fonds de son mari, licencié de son travail dans le bâtiment aux Etats-Unis. © OIM 2009 - MUS0085 (Photo: Charles Porcel)



Unis n'a plus les moyens d'envoyer de l'argent. Pendant 3 ans, il a rapatrié 700 dollars par mois, mais le secteur de la construction s'essouffle et il ne travaille plus que cinq jours par mois.

« Mon mari dit que la situation aux Etats-Unis est mauvaise mais qu'il va attendre quelques temps pour voir si les choses s'améliorent. Le problème est que je dois rembourser l'hypothèque et nourrir mes enfants. J'aimerais partir au Canada aujourd'hui car je veux que mes enfants aient une éducation et un avenir meilleur », revendique Gladys.

Gladys a été licenciée en janvier 2009 et est prête à tout. Elle va faire une demande pour bénéficier du Programme de migration de main-d'œuvre parrainé par l'OIM. Si elle est sélectionnée, elle confiera ses enfants à sa mère et à sa sœur.

« Nous assistons à des retours au pays d'Honduriens qui avaient perdu leur emploi aux Etats-Unis. Ils nous confient qu'ils se sont rendus aux autorités pour pouvoir être expulsés car ils n'avaient pas l'argent pour le billet de retour », fait remarquer Francisco Wilfredo Alvarado, Directeur général du service d'immigration.

Francisco Wilfredo Alvarado souhaite lancer une campagne d'informations pour informer tous les Honduriens qui rentrent au pays des risques de la migration irrégulière. Il veut leur faire comprendre que les opportunités d'emploi aux Etats-Unis sont de plus en plus faibles et qu'ils devraient y réfléchir à deux fois avant de s'endetter et de risquer leurs vies.

« Je veux que tous les rapatriés, qu'ils aient été expulsés ou qu'ils soient rentrés volontairement, mettent leurs nouvelles compétences à profit du Honduras. Mon Ministère travaille en coopération avec d'autres institutions pour créer une base de données des

compétences des rapatriés », explique-t-il. « Malheureusement, les gens ont tendance à penser que les migrants expulsés sont allés dans un autre pays pour commettre des crimes », ajoute-t-il.

Sœur Valdete Wilemann, une religieuse catholique brésilienne qui dirige le centre d'aide aux migrants de retour à Tegucigalpa depuis cinq ans, explique que les migrants rentrent chez eux sans rien et ne trouvent pas d'emploi, principalement parce qu'il n'y pas de travail, mais aussi parce que les employeurs ont peur d'embaucher des migrants expulsés.

« Nous devons sensibiliser les employeurs. Ces hommes ne sont pas des criminels. Pour la plupart, ils sont expulsés parce qu'ils sont entrés aux Etats-Unis illégalement. Parmi les 4 000 personnes que nous avons aidées le mois dernier au centre, seulement 1% ont été incarcérés pour des délits liés à la drogue, à la violence domestique et autres infractions », déclare sœur Valdete.

En 2008, les deux centres d'accueil dans les villes de Tegucigalpa et San Pedro Sula, ont aidé 30 018 Honduriens déportés par avion depuis les Etats-Unis.

Amparo Maradiago, âgée de 76 ans, se tient à l'extérieur du centre en massant son cœur malade. Elle attend son plus jeune fils arrivant sur un vol d'expulsés depuis les Etats-Unis et qu'elle n'a pas vu depuis 13 ans.

« Je suis un peu triste mais aussi très heureuse. Mon garçon a 29 ans et il rentre à la maison aujourd'hui. Nous avons fait 6 heures de route pour l'accueillir », soupire Amparo.

Il fut le seul de ses sept enfants à décider de migrer aux Etats-Unis. Grâce à ses rapatriements de fonds mensuels, elle raconte qu'elle pouvait manger

correctement trois fois par jour. Alors, est-elle déçue de ne plus bénéficier de cet argent ?

« Non, parce que ses bras forts reviennent au pays pour cultiver la terre avec ses frères. Il fera peut-être moins d'argent ici mais c'est son pays et il vivra en paix et en liberté totale », ajoute Amparo.

Mais les études montrent que la plupart des migrants tentent de retourner aux Etats-Unis dans les trois mois suivant leur retour au Honduras.

« Bien sûr, la situation économique aux Etats-Unis est critique, alors ils peuvent continuer leurs expulsions, mais beaucoup y sont déjà retournés. Si vous allez au terminus du bus à San Pedro Sula, vous verrez tous les bus remplis de jeunes qui se dirigent vers le nord », fait observer Rosa Nelly de COFAMIPRO.

Valeska Flores, âgée de 26 ans, a perdu sa maison l'année dernière après que les fortes pluies ont balayé l'installation dans laquelle elle vivait avec son mari et ses quatre enfants.

Aujourd'hui entassés dans une chambre louée qu'ils peuvent difficilement payer, elle confie qu'elle fait partie des chanceuses car son mari a un travail. Son père et sa mère sont aux Etats-Unis mais tous deux ont récemment été licenciés.

« Ma mère travaillait dans une usine et a été licenciée en décembre dernier. Depuis, elle ne nous a envoyé aucun argent. Elle nous envoyait entre 100 et 125 dollars à peu près toutes les trois semaines », déclare Valeska en montrant ses mains vides, pour insister sur le fait qu'ils n'ont plus rien.

** Des estimations non-officielles indiquent qu'il pourrait actuellement y avoir jusqu'à un million d'Honduriens aux Etats-Unis. L'étude sur la communauté américaine du Bureau du recensement américain menée en 2007 a révélé la présence de 430 504 Honduriens vivant aux Etats-Unis.* **M**

► Les migrants travaillant comme jardiniers, agents d'entretien ou cuisiniers ont également été durement touchés par la récession économique. © OIM 2009 - MUS0082 (Photo: Charles Porcel)



Le boomerang des rapatriements de fonds :

Les migrants mexicains aux Etats-Unis reçoivent-ils de l'argent de leurs proches pour résister à la tempête économique ?

Par le Professeur Abel Gómez-Gutiérrez, Université Autonome de Nayarit, Mexique

« Vends deux ou trois vaches et essaies de vendre une parcelle de terrain sur la colline. Loues ma maison et vas habiter à la maison avec notre mère », ordonne Florentino Casas, un migrant mexicain qui vit aux Etats-Unis.



▲ Un troupeau de vaches appartenant à des migrants mexicains vivant aux Etats-Unis. © OIM 2009 - MMX0008 (Photo: Abel Gómez Gutiérrez)



▲ Un magasin de vins et spiritueux appartenant à des migrants mexicains. © OIM 2009 - MMX0009 (Photo: Kathy Quiroz)

Ce type de conversations téléphoniques a lieu entre des migrants mexicains aux Etats-Unis et leurs proches restés au Mexique.

Pendant les années dorées aux Etats-Unis, certains migrants ont gagné suffisamment d'argent pour pouvoir ouvrir des comptes épargne dans les banques mexicaines, acheter du terrain et construire des maisons. D'autres ont monté de petites entreprises dans leurs villes d'origine en partenariat avec leurs frères et sœurs au Mexique, dans des activités telles que l'élevage de bétail, l'agriculture, la location de vidéos, les cybercafés, la vente de vêtements, de bijoux, l'épicerie et la vente d'alcool, ou encore le prêt d'argent.

D'autres ont gagné juste assez d'argent pour survivre aux Etats-Unis et envoyer de manière rigoureuse des fonds à leurs familles restées au pays.

Les rapatriements de fonds au Mexique

Entre 1997 et 2007, les rapatriements de fonds depuis les Etats-Unis vers les familles mexicaines sont passés de 6,8 milliards à 24 milliards de dollars.

Ce montant dépasse la valeur de la totalité des exportations agricoles et est comparable aux revenus générés par le tourisme. En quelques années, il a dépassé les exportations de pétrole et l'investissement direct à l'étranger.

Le nombre de familles mexicaines dépendant des fonds rapatriés depuis les Etats-Unis s'élevait à 2,7 millions en 2007. Elles recevaient en moyenne 600 dollars par mois. La majorité des bénéficiaires utilise l'argent pour subvenir à des besoins élémentaires tels que le logement, la nourriture, le paiement des factures, la santé, l'éducation et les vêtements.

Des bâtons dans les rouages

La récession américaine a fait passer un premier message de l'autre côté de la frontière à la fin du mois de juillet 2007, lorsque plus d'une centaine d'entreprises et d'entrepreneurs du bâtiment ont réduit le nombre d'heures de la plupart de leurs ouvriers. De nombreux migrants irréguliers mexicains avaient un emploi dans le secteur de la construction et ont donc été les premiers à perdre leur emploi sans aucune assurance chômage.

Les rapatriements de fonds depuis les Etats-Unis vers le Mexique ont baissé de près de 8% au cours du dernier semestre 2008. Cette tendance à la baisse s'est poursuivie pendant le premier semestre 2009, enregistrant une chute de 12%.

Les nouvelles de la crise financière et de l'inévitable récession se propagent dans le monde entier.

La réponse des consommateurs américains a été de réduire leurs dépenses en loisirs et autres services. Une nouvelle vague de pertes d'emploi et de diminution des heures de travail a donc frappé les travailleurs, majoritairement des migrants mexicains, réguliers ou non, qui travaillaient dans le secteur des services.

Les quelque six millions de migrants réguliers mexicains qui sont couverts par une assurance chômage sont chanceux. Mais comment les sept millions de migrants mexicains en situation irrégulière font-ils face ? Comment font-ils pour payer leurs hypothèques ou leur loyer, leurs cartes de crédit et leurs voitures, pas seulement aux Etats-Unis mais également au Mexique ?



Le boomerang des rapatriements de fonds

Depuis dix ans que j'étudie les migrations dans le monde, et en particulier au Mexique, c'est la première fois que je vois des rapatriements de fonds inversés. Cette tendance reste limitée et différente, mais elle est bien là. L'organisation financière de l'envoi d'argent depuis le Mexique vers les Etats-Unis n'est pas encore bien établie. Pour envoyer de l'argent aux Etats-Unis, l'expéditeur doit acheter des dollars américains puis payer des frais pour virer l'argent. La plupart des Mexicains trouvent ce type de transaction très sophistiqué.

Les migrants aux Etats-Unis n'envoient pas le même montant à leurs proches au Mexique, mais cela ne signifie pas qu'ils reçoivent de grosses sommes d'argent depuis le Mexique.

Une famille mexicaine à Sacramento, Californie

Un couple sans papiers qui vit aux Etats-Unis depuis 15 ans avec deux enfants nés aux Etats-Unis, travaille dans l'hôtellerie : elle en tant que serveuse et lui en tant que cuisinier. Avant la crise financière, ils avaient

deux emplois : lui a eu deux emplois à plein temps pendant plus de six ans, et elle travaillait trois jours par semaine dans un restaurant puis trois jours dans un autre. Ils ont travaillé dur et ont économisé pour pouvoir un jour retourner au Mexique, comme ils l'avaient prévu dès le début.

Au cours des 15 dernières années, leurs efforts leur avaient permis de construire une maison qu'ils louent, et d'investir dans une épicerie à Jalisco. Ils ont aussi acheté deux vaches. Tous leurs biens au Mexique sont gérés par un frère et sa femme. Le revenu foncier et les bénéfices engendrés par l'épicerie sont déposés sur un compte bancaire mexicain. Ils ont toujours envoyé des fonds à leurs deux mères, mais ils ne gagnent aujourd'hui plus autant d'argent et ne peuvent plus envoyer de fonds. L'argent déposé à la banque est partagé en deux parts égales entre les deux mères.

Un migrant célibataire en Oregon

Florentino Casas est un jeune homme célibataire sans enfants et sans papiers. Il vit dans une petite ferme d'élevage bovin dans l'Etat d'Oregon où il travaille 14 heures par jour. Il est logé et nourri par son patron et peut donc envoyer la majeure partie de son revenu à sa mère restée au Mexique. Son rêve serait de posséder une exploitation similaire au Mexique.

Bien que Florentino n'ait pas été touché par la crise financière, il a été sérieusement blessé par le coup de sabot d'un veau dans les testicules.

Il a passé cinq jours à l'hôpital et a dû se reposer pendant deux semaines. Cela a donc représenté trois semaines sans revenu et donc trois semaines sans envoyer de fonds à sa mère, qui est très dépendante de cet argent. Il doit aussi penser aux 40 vaches qu'il possède au Mexique qui doivent être nourries, et aux salaires des jeunes ouvriers agricoles qui travaillent sur ses terres au Mexique.

Alors Florentino appelle chez lui au Mexique pour régler les problèmes d'argent : « Vends deux ou trois vaches et essaie de vendre une parcelle de terrain sur la colline. Loues ma maison et vas habiter à la maison avec notre mère », ordonne Florentino.

Ses investissements au Mexique lui accordent un court répit jusqu'à ce qu'il puisse retravailler.

Une famille mexicaine à Santa Ana, Californie

Un mari et sa femme, d'origine mexicaine, résidant légalement aux Etats-Unis avec leurs deux enfants,

travaillent, sont propriétaires de leur maison, de leurs voitures et possèdent des cartes de crédit. Ils sont aussi propriétaires d'une maison au Mexique. Le revenu foncier de la maison au Mexique est déposé sur un compte qu'ils ont ouvert pour financer leurs vacances de Noël au Mexique chaque année. Mais le mari a été licencié en juin 2008, et bien qu'il ait été indemnisé par son assurance chômage pendant six mois, la somme n'était pas suffisante pour payer les factures. Il a donc décidé de retourner au Mexique temporairement et a trouvé un travail en tant que chauffeur routier. Il a partagé un logement afin d'envoyer la majeure partie de son salaire à sa femme restée aux Etats-Unis pour payer les factures. Ils ont aussi dû puiser dans leurs économies au Mexique. La femme a continué à travailler aux Etats-Unis et grâce à son salaire, à l'argent reçu de l'assurance chômage de son mari et de son emploi temporaire au Mexique, ils ont réussi à faire face à leurs obligations. Bien qu'ils n'aient pas pu prendre leurs vacances annuelles au Mexique en décembre 2008, ils s'accrochent à leur maison aux Etats-Unis et songent à vendre celle du Mexique.

Le troisième exemple est le seul cas que j'ai rencontré où l'inversement des rapatriements de fonds aident les migrants aux Etats-Unis.

Mais dans la plupart des cas, les rapatriements de fonds depuis le Mexique vers les Etats-Unis étaient des sommes d'argent économisées, investies ou prêtées par des migrants mexicains vivant aux Etats-Unis.

Les migrants aux Etats-Unis n'envoient pas le même montant à leurs proches au Mexique, mais cela ne signifie pas qu'ils reçoivent de grosses sommes d'argent depuis le Mexique.

Nous avons eu vent de quelques anecdotes de familles mexicaines qui travaillent et vendent leurs propriétés pour envoyer de l'argent à leurs proches aux Etats-Unis et les aider à résister à la crise du chômage. Si ces cas sont réels, ils restent cependant des cas isolés et exceptionnels.

Notre étude montre que c'est l'argent des migrants qui est envoyé aux Etats-Unis afin de les dépanner jusqu'au retour de temps meilleurs. **M**

Abel Gómez-Gutiérrez est professeur à l'Université autonome de Nayarit, au Mexique, et spécialiste du transnationalisme mexicain. Il peut être joint à : abelgomezgtz@yahoo.com

Vol de salaire et problème de logement: Le calvaire des travailleurs journaliers dans la capitale américaine

Par Zoe Stopak-Behr, OIM Washington, D.C.



▲ A cause du nombre limité d'emplois dans le secteur du bâtiment, les travailleurs journaliers migrants qui se font concurrence pour trouver du travail se pressent autour de chaque employeur qui arrive dans le parking. © OIM 2009 - MUS0086 (Photo: Zoë Stopak-Behr)

« Quand je suis arrivé ici il y a deux ans, je travaillais sept jours par semaine dans le bâtiment. Maintenant, je cherche un travail n'importe où ! », s'exclame Carlos, un jeune travailleur journalier guatémaltèque de 24 ans.

Les autres travailleurs journaliers, ou jornaleros en espagnol, rassemblés à l'extérieur du Home Depot, partagent le même sentiment que Carlos. Le Home Depot, situé au nord-est de Washington, D.C., est la seule entreprise de matériaux de construction de la capitale.

Il est déjà 10 heures du matin et le parking est encore occupé par des dizaines de Latino-américains, dont la plupart ont moins de 35 ans, qui espèrent trouver quelques heures de travail pour la journée.

Les autres lieux de réunion des travailleurs journaliers ont disparu pour permettre leur transformation en quartiers bourgeois. Ce parking est donc devenu l'épicentre du travail journalier à Washington.

Avec le début de la crise économique aux Etats-Unis, le nombre de travailleurs journaliers qui se rendent au parking chaque jour a augmenté, alors que le nombre d'emplois et le montant des salaires ont, eux, considérablement baissé.

Pedro Cruz, organisateur de la coalition Emploi et Justice à Washington, affirme que cette population a été la première à ressentir les effets de la crise.

« Débutant en janvier 2008, le nombre d'emplois stables dans le secteur du

bâtiment a baissé de moitié, poussant ainsi de plus en plus de travailleurs à se lancer dans la recherche incertaine de travail pour la journée », explique Pedro Cruz.

Désormais, ces travailleurs, qualifiés ou non, sont obligés d'accepter n'importe quelle offre d'emploi ainsi que des bas salaires.

« Ces dernières semaines, j'ai trouvé des petits boulots dans le bâtiment, j'ai ramassé les ordures, coupé du bois ou fait de la peinture », ajoute Carlos du Guatemala.

« A cause de la conjoncture, la majorité des employeurs ne rémunèrent que 8 dollars de l'heure. Avant, je gagnais 15 dollars de l'heure dans le bâtiment et c'était bien. »

En plus du problème des bas salaires, celui du vol des salaires est devenu chronique. D'après Pedro Cruz, « les employeurs profitent de la peur de l'expulsion des travailleurs pour les menacer de les dénoncer aux autorités de l'immigration. Ces dernières semaines, trois travailleurs que je connais se sont fait dérober 5 000 dollars ! » « Les travailleurs ne savent pas qu'ils ont des droits », ajoute-t-il.

Un autre problème croissant est celui du logement. Les migrants sans emploi peuvent de moins en moins payer leur loyer. En plein dans la crise économique, de nombreux travailleurs journaliers sans abris sont devenus victimes de ce que Pedro Cruz appelle « une pénible ironie du sort ». De nombreuses sociétés engagent des travailleurs journaliers pour leur faire

exécuter des ordres d'expulsion, un travail risqué et peu rémunérateur.

Comme le décrit Pedro Cruz, « l'ironie est que les gens qu'ils expulsent finissent dans les mêmes abris que les autres travailleurs. Il y a eu de nombreux cas d'expulsés qui battent un travailleur journalier parce qu'ils le voient comme le responsable de leur expulsion. »

La pénurie d'offres d'emplois, le vol des salaires et les conditions de vie déplorables poussent de nombreux migrants à vouloir rentrer dans leur pays d'origine.

« La vie est difficile, ici, vraiment difficile », confie Carlos. « En ce moment, il est tout aussi difficile de trouver du travail aux Etats-Unis qu'au Guatemala. Je rentrerai chez moi si la conjoncture ne s'améliore pas rapidement. » **M**



▲ « Je n'arrive pas à économiser d'argent pour l'envoyer au pays. J'ai peu de ressources et ça devient très difficile », confie un jeune migrant de 22 ans, originaire du Guatemala. © OIM 2009 - MUS0087 (Photo: Zoë Stopak-Behr)



▼ Javier, originaire du Mexique se confie : « Nous préférierions rester dans notre pays, mais il n'y a pas de travail. Les politiciens font des promesses au moment des élections, et après, ils oublient les pauvres qui ont voté pour eux. » © OIM 2009 - MUS0088 (Photo: Charles Porcel)

Il existe quelque 2,5 millions de travailleurs agricoles aux Etats-Unis. Si les estimations indiquant que 45 pour cent d'entre eux sont des migrants illégaux s'avèrent être correctes, cela signifierait qu'il y a près d'un million de migrants irréguliers qui travaillent dans les exploitations agricoles américaines. Et pourtant, seuls environ 75 000 travailleurs agricoles saisonniers migrants se rendent aux Etats-Unis chaque année par le biais du programme de visas H-2A, qui n'est pas limité dans le nombre de visas à accorder. L'état de Caroline du Nord compte le plus grand nombre de travailleurs en possession d'un visa H-2A, soit 10 000 en 2009. Une visite dans une plantation de tabac en Caroline du Nord confirme que les conditions de vie et de travail sont à peu près les mêmes pour les détenteurs de visas H-2A que pour les travailleurs illégaux et qu'ils font le même travail éreintant.

Un virage à gauche sur une route poussiéreuse dans la campagne de Caroline du Nord conduit à des champs de tabac à perte de vue. Sans aucune maison ou structure à l'horizon, cet endroit ne ressemble en rien au camp qu'un groupe de travailleurs migrants mexicains appellent leur maison pendant sept mois de l'année. Mais la joyeuse et entraînante musique norteña mène à un bâtiment d'un seul étage divisé en petites chambres.

Les 30 hommes mexicains qui vivent dans ce camp s'agitent. Après une journée exténuante sous le soleil du mois d'août, ils sont occupés à se doucher, à cuisiner, à manger, à préparer leur déjeuner pour le lendemain et à regarder la télévision avant d'aller se coucher pour pouvoir affronter une autre rude journée dans les champs.

Deux hommes assis sous un arbre rentrent dans le bâtiment puis en ressortent quelques minutes plus tard avec Cornelio Gonzalez, un membre du groupe de 27 ans, intelligent, déterminé et éloquent, qui est heureux de raconter son histoire.

« Je viens dans cette ferme depuis quatre ans. J'ai une femme et une fille de 3 ans, donc j'ai besoin de cet argent », explique Cornelio en s'empressant d'ajouter : « j'aime ma famille, elle me manque beaucoup et je suis fatigué. Je ne pense pas que je reviendrai l'année prochaine. Sept mois sans ma famille, c'est trop long. »

Régulier ou irrégulier:

Peu de différence pour les ouvriers agricoles migrants de Caroline du Nord

Par Niurka Piñeiro, depuis la Caroline du Nord.



▲ Un ouvrier agricole récolte les feuilles de tabac dans le centre de la Caroline du Nord. Photo de Jessamyn Bowling, action étudiante 2006 avec les ouvriers agricoles dans les champs.



▲ Mary Lee Hall du service d'aide juridique de Caroline du Nord explique que les petits seaux sont pour les baies et le grand seau pour les plus gros fruits et légumes. Tous les 5 à 8 seaux (environ 35 litres), les hommes gagnent 35 centimes. Certains réussissent à remplir 200 seaux par jour, soit 70 dollars de salaire. © OIM 2009 - MUS0091 (Photo: Charles Porcel)



▲ Tous les migrants mexicains dans ce camp de Caroline du Nord confient que leurs familles et les repas-maison leur manquent. Ils n'étaient pas préparés à devoir travailler toute la journée puis cuisiner et faire la lessive le soir. © OIM 2009 - MUS0090 (Photo: Charles Porcel)

Mary Lee Hall, avocate qui gère le service d'aide juridique de Caroline du Nord pour les ouvriers agricoles confie qu'elle entend souvent ce genre d'histoire. « Il y a des souhaits mais aussi des besoins. Souvent, ils disent qu'ils ne veulent pas revenir aux Etats-Unis, et cela est sûrement vrai, mais la réalité fait qu'ils ont besoin de cet argent. »

Plus de 150 000 migrants travaillent dans les champs de Caroline du Nord. L'industrie du tabac est depuis longtemps l'un des secteurs les plus importants en Caroline du Nord et représente l'épine dorsale de l'héritage culturel de l'état. Ce dernier se situe au premier rang dans la production de tabac aux Etats-Unis. En 2007, les exploitants de champs de tabac de Caroline du Nord ont cultivé environ 69 000 hectares (ou 170 000 acres), générant près de 587 millions de dollars de revenus.

Plusieurs milliers de ces hommes et femmes travaillent également dans la plantation ou la récolte de fruits et légumes, ou encore dans des exploitations d'arbres de Noël et dans des crèches.

Le programme H2, destiné à réguler tous les travailleurs temporaires étrangers, a vu le jour grâce à la Loi américaine sur l'immigration et la nationalité de 1952. En 1986, la Loi sur la réforme et le contrôle de l'immigration a divisé le programme H2, avec d'un côté le visa H-2A pour les ouvriers agricoles saisonniers et de l'autre, le visa H-2B pour les ouvriers non-qualifiés et non-agricoles saisonniers.

Pour bénéficier du programme de visa H-2, les migrants déposent une candidature auprès du Consulat américain dans leur pays et les employeurs font une demande auprès du Ministère américain du Travail pour recevoir une accréditation.

Cornelio explique que chaque année, il paie 200 dollars pour le visa et le voyage en bus depuis chez lui jusqu'à la ville de

Monterrey. Le reste du voyage ainsi que le billet de retour lui est remboursé par l'employeur dès qu'il a fait la moitié de son contrat.

« Nous ne payons pas de loyer, d'eau ou d'électricité, ce qui est une bonne chose », déclare Cornelio. « Mais nous gagnons seulement 8,05 dollars de l'heure et le travail est très pénible. Certains jours, il fait tellement chaud que le patron nous dit d'arrêter, et lorsque c'est le cas, nous ne gagnons rien pour le reste de la journée. »

Mary Lee Hall fait remarquer que la différence de salaire est la raison pour laquelle les hommes reviennent. Ce qu'ils gagnent en Caroline du Nord en une heure correspond à une journée de travail au Mexique.

« Ils sont coincés. A mesure que les enfants grandissent, les besoins deviennent plus importants, alors ils ne peuvent pas arrêter. D'abord, ils doivent aller à l'école primaire, puis rentrer dans l'éducation secondaire et enfin aller à l'université. Ils sont donc obligés de revenir, le besoin est là », explique Mary Lee Hall, qui a dédié sa carrière à fournir des services juridiques aux travailleurs migrants.

« Ce type de travail est basique, donc les ouvriers vont et viennent. Il y a une telle quantité de main-d'œuvre que les salaires n'augmentent pas », explique-t-elle. Elle confie également que la crise économique a poussé de nombreux migrants qui ont perdu leur emploi en ville à venir trouver un travail dans l'agriculture, en dernier ressort.

Selon un récent rapport du centre ecclésiastique hispanique, malgré la récession économique et le taux élevé de chômage parmi les migrants hispaniques, le nombre de migrants mexicains qui retournent au pays n'a pas bougé.

Javier, originaire de Michoacan au Mexique, explique que la situation

économique déplorable l'a conduit des orangeries de Floride vers le nord du pays. Les conditions de vie dans l'exploitation de tabac dans laquelle il travaille désormais sont tout juste acceptables. Il dit pourtant qu'en Floride, les conditions ne sont pas meilleures et qu'il est obligé de payer un loyer de 20-25 dollars par semaine.

Il est le seul à bien vouloir s'exprimer car il affirme posséder une carte verte contrairement à ses colocataires qui sont tous des migrants irréguliers. Javier a 53 ans, et bien que les traits de son visage soient marqués par les années sous un soleil de plomb, il paraît plus jeune et arbore un sourire parfait.

Javier est un vétéran dans le domaine et il sait que la recherche d'un emploi pour les migrants irréguliers passe par le « réseau d'amis ». « Un de tes amis migrants te dit qu'il y a du travail en Caroline du Nord et tu files vers le Nord », explique Javier. « Je travaillais dans une orangerie en Floride, c'est là que je commence chaque année, il n'y avait pas beaucoup de travail alors un ami m'a dit de venir en Caroline du Nord pour la récolte du tabac. »

« Je viens aux Etats-Unis chaque année depuis 18 ans. Je ne peux pas arrêter, j'ai besoin d'argent pour élever mes cinq enfants et leur offrir les opportunités que je n'ai pas eues. Tant que je peux marcher et travailler, je reviendrai », dit-il avec un sourire décidé.

Cornelio, qui est très raisonnable pour son âge, explique qu'il a construit sa maison, qu'il a économisé de l'argent et qu'il ne compte pas revenir l'année prochaine. Il ajoute : « Je rencontre des hommes qui viennent aux Etats-Unis chaque saison depuis 10 ou 15 ans et n'ont pas de papier à montrer. D'autres sont dans des situations pires. Pour pouvoir survivre à la tristesse et à la nostalgie de leur famille et de leur pays, ils dépensent leur argent dans l'alcool et le sexe. » **M**

Les bateaux sont encore bien nombreux à chanceler sur les eaux. Pourtant, en plein jour, il n'y a plus aucune trace du chargement humain débarqué pendant la nuit en provenance des plages de la ville kenyane de Mombasa.

Autrefois un ancien port d'esclave et la capitale administrative allemande de Tanganyika, Bagamoyo a un certain charme apaisant. Sous le soleil de la fin de journée, le long de ses interminables plages de sable où les pêcheurs tentent de vendre leurs maigres prises et où les enfants se pressent autour d'un touriste seul, il est difficile d'imaginer que l'histoire sordide de la ville renaisse en prenant une tournure moderne.

« L'itinéraire marin entre le Kenya et la Tanzanie a toujours été emprunté pour le commerce des noix de coco et pour

d'autres petits commerces. Désormais, c'est le commerce des personnes qui anime la ville », déclare Method Kagoma, enquêteur des services d'immigration tanzaniens à Bagamoyo.

La différence est qu'aujourd'hui, il ne s'agit plus de faire du commerce d'esclaves mais d'emmener les migrants irréguliers poussés par l'instabilité politique, l'insécurité et la pauvreté dans la Corne de l'Afrique vers l'économie florissante de l'Afrique de Sud, en passant par la Tanzanie, qui se situe au cœur de l'itinéraire du trafic d'êtres humains. Bagamoyo est un des principaux points d'amerrissage des passeurs qui transportent en majorité des migrants irréguliers éthiopiens et somaliens.

Avec ses 3 861 kilomètres de frontières avec huit pays et son littoral étendu pointant vers l'est au bord de l'océan

indien, la Tanzanie tente difficilement d'empêcher les réseaux de passeurs de plus en plus nombreux et organisés, de franchir ses frontières poreuses.

« Chaque mois, nous arrêtons des migrants. Mais la plupart réussissent à nous échapper, même si nous n'avons pas de chiffres précis », explique Method. Il est très probable que ces chiffres dépassent les estimations.

Au fil des années, Method et ses collègues ont repéré les nombreuses zones d'amerrissage empruntées par les passeurs, bien loin de la plage exposée de Bagamoyo. Ils ont aussi connaissance de certaines zones de brousse qui tapissent le paysage, où les passeurs abandonnent les migrants en leur promettant que d'autres viendront bientôt les chercher pour poursuivre le périple qui les conduira en Afrique du Sud.

▼ Les bateaux s'accumulent sur le littoral de l'ancien port d'esclave, tristement célèbre, de Bagamoyo. © OIM 2009 - MTZ0052 (Photo: Jemini Pandya)

Mettre fin au trafic illicite d'êtres humains en Afrique de l'Est : Nouvel espoir

Par Jemini Pandya, depuis la Tanzanie



▼ Method Kagoma, enquêteur des services d'immigration de Bagamoyo, confie que les côtes tanzaniennes et kenyanes sont aujourd'hui principalement destinées au trafic d'être humains. © OIM 2009 - MTZ0056 (Photo: Jemini Pandya)

« Ma première arrestation concernait un groupe de 42 Somaliens qui se cachaient dans les buissons », se souvient Method en tentant d'avancer à travers les broussailles épineuses. « J'avais été informé. Sans ce genre d'aide, il serait impossible d'arrêter les migrants ou alors il nous faudrait explorer chaque recoin. C'est la faim qui les pousse à sortir. Ils sortent pour chercher de la nourriture et parfois, lorsque c'est le cas, on nous appelle. »

Même si le bureau de l'immigration de Bagamoyo, un petit bâtiment d'un seul étage loué à la périphérie de la ville, est composé de 12 responsables, les ressources restent faibles. Les coupures d'électricité constantes rendent souvent inutilisables les quelques ordinateurs dont ils disposent. Mais le plus gros obstacle reste surtout le manque de moyens de transport.

Le bureau de Bagamoyo a été ouvert dans les années 70, mais c'est seulement en novembre 2008 qu'il a reçu son premier véhicule : un Land Rover de 20 ans fraîchement repeint qui doit être poussé pour démarrer. C'est une amélioration qui évite d'avoir à emprunter une voiture au bureau du siège du district à Kibalia lorsqu'ils reçoivent un appel. Cette demande n'était pas toujours accordée, et même si elle l'était, la réussite n'était pas garantie. Le temps que la voiture arrive de Kibalia, souvent pendant la nuit sur des routes difficiles, laissait le temps aux passeurs de s'enfuir.



Le manque d'infrastructures routières et l'absence d'entretien des routes rendent la circulation des voitures peu pratique. Il est plus simple d'utiliser des motos. Le bureau de Bagamoyo en a une mais elle ne fonctionne pas.

Il est frustrant, mais certainement plus humiliant pour les agents de l'immigration, de se rendre compte que les passeurs sont tout à fait au courant de leur manque de ressources et de leurs limites.

« Parfois, on reçoit des appels de certaines personnes, dont le numéro ne s'affiche pas ou n'est utilisé qu'une seule fois, pour nous informer de la présence d'un groupe de migrants à un certain endroit. Les passeurs nous observent et lorsqu'ils nous voient quitter le bâtiment, ils empruntent un autre chemin », explique Method.

Depuis Bagamoyo, le périple des migrants se fait à l'intérieur des terres vers le sud, en direction de la région de Mbeya à la frontière tanzanienne avec la Zambie et le Malawi. Un des objectifs

▲ Les agents de l'immigration à Bagamoyo sont contents d'avoir une voiture même si le démarrage du moteur n'est pas toujours de tout repos... © OIM 2009 - MTZ0049 (Photo: Jemini Pandya)

des migrants est d'atteindre un camp de réfugiés au Malawi, pays depuis lequel il est plus facile d'entrer en Afrique du Sud et, pour certains, de continuer leur trajet jusqu'en Europe ou en Amérique du Nord.

L'histoire de Bagamoyo se répète dans toute la Tanzanie. Aux frontières à l'ouest du pays, des réfugiés et migrants irréguliers traversent le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo depuis plusieurs décennies. Au nord, le Kenya, pays avec lequel la Tanzanie partage la plus longue frontière, est un autre point d'entrée des migrants irréguliers éthiopiens, somaliens, kenyans, et de plus en plus, érythréens.

A Holili, l'un des neuf postes de contrôle le long des 769 km de frontières entre le Kenya et la Tanzanie, le transport représente également un problème majeur pour les responsables de l'immigration.

Ils ont une voiture mais disposent seulement de 1 500 litres d'essence par an. Ils n'ont pas de motos. Les patrouilles de police aux frontières sont donc peu fréquentes.

Comme dans d'autres pays, il est impossible pour les autorités tanzaniennes d'avoir une idée précise du nombre de personnes qui transitent par la Tanzanie illégalement. Ils savent cependant que c'est un problème majeur qu'ils doivent résoudre rapidement. Il s'agit également d'un phénomène mis en évidence par une étude de l'OIM menée en 2009 sur le trafic illicite de

migrants depuis la Corne de l'Afrique vers l'Afrique du Sud intitulée « A la recherche du rêve méridional : les victimes du besoin ». Cette étude conclut que chaque année, environ 20 000 hommes migrants éthiopiens et somaliens sont victimes de trafic illicite en Afrique du Sud, sans compter ceux qui n'arrivent jamais à destination.

Depuis ces quelques dernières années, l'encombrement des prisons tanzaniennes par les migrants irréguliers arrêtés, met une pression considérable sur les autorités pénitentiaires qui n'ont pas de budget suffisant pour loger et nourrir tout le monde.

Les migrants arrêtés doivent payer une amende d'environ 100 000 shillings tanzaniens (environ 80 dollars) ou passer un an en prison. Ceux qui peuvent payer l'amende et leur billet de retour sont expulsés. Ceux qui ne peuvent pas restent en prison. Une fois leur peine effectuée, la prison reste leur maison car la Tanzanie ne dispose ni de centres de détention pour les migrants, ni des ressources financières nécessaires pour organiser un programme d'expulsion de masse.

En janvier 2008, 1 289 migrants de 12 nationalités différentes étaient enfermés dans les prisons tanzaniennes. En août 2008, ce nombre atteignait 1 640 individus, originaires de la Corne de l'Afrique seulement.

Ces chiffres ont conduit le gouvernement tanzanien à créer un groupe de travail en 2007, composé de membres du Ministère des établissements

▼ Le poste frontière de Holili entre la Tanzanie et le Kenya est un des points de passage des plus calmes le long des 769 km de frontières communes aux deux pays. © OIM 2009 - MTZ0054 (Photo: Jemini Pandya)



pénitentiaires, de l'immigration et des réfugiés, de l'OIM, du HCR, du CICR et de la Croix-Rouge tanzanienne, afin de faire face au problème. La Tanzanie désire mettre en place des politiques qui renforceront la gestion et la sécurité des frontières avec ses huit pays voisins. La Tanzanie reconnaît qu'elle ne peut rester isolée si elle veut atteindre ses objectifs.

La création de l'Académie régionale tanzanienne de formation sur l'immigration (TRITA) dans la ville de Moshi, située au nord de la région du Kilimandjaro, est un pas considérable. Son importance dans l'immigration en Afrique et dans les besoins de gestion des frontières était évidente depuis le départ pour tous les pays du continent.

▼ Le poste frontière de Holili est un des points de passage des plus calmes le long des 769 km de frontières entre la Tanzanie et le Kenya. © OIM 2009 - MTZ0050 (Photo: Jemini Pandya)



▼ Les gouvernements africains, y compris la Tanzanie, fondent de grands espoirs dans le Centre africain de renforcement de capacités situé à Moshi. © OIM 2009 - MTZ0059 (Photo: Jemini Pandya)



▲ Un des agents de l'immigration tanzanien bénéficie déjà des matériels du Centre africain de renforcement de capacités. © OIM 2009 - MTZ0048 (Photo: Sean Burke)

En conséquence, l'Académie s'est transformée en un Centre africain de renforcement de capacités (ACBC), né d'un effort commun entre TRITA, l'OIM et ses Etats-membres africains. Le centre dispose d'infrastructures modernes comprenant un laboratoire de médecine légale, une bibliothèque équipée d'ordinateurs et d'un accès à internet, et une salle de conférence.

Outre la présence des responsables tanzaniens de l'immigration sur place, un spécialiste de l'OIM, Sean Burke, dispense des cours sur les compétences primordiales nécessaires aux responsables des migrations et de la gestion des frontières en Afrique, ainsi qu'aux personnes qui sont en contact régulier avec les migrants.

« La formation couvre tout le spectre de la migration, allant des questions politiques et migration de main-d'œuvre aux questions de sécurité et de conformité. La formation est également disponible sur place dans d'autres pays et ne se résume pas forcément à Moshi », explique Sean Burke.

Le centre accueillera bientôt un deuxième employé de l'OIM basé à l'ACBC afin de conduire des évaluations pour les gouvernements en déterminant leurs forces et leurs faiblesses concernant la gestion des frontières et des migrations.

Selon Francis Alimasi Kibula, responsable régional de l'immigration dans la région du Kilimandjaro, la formation sur

la gestion des frontières et des migrations telle que celle offerte par l'ACBC est un facteur de réussite majeur dans la résolution du problème de la migration irrégulière en Tanzanie.

Même si Francis Kibula admet que les postes de contrôle le long de la frontière nord sont trop éloignés les uns des autres pour permettre des patrouilles efficaces, que les infrastructures, y compris les routes, et le manque de moyens de transport à Bagamoyo et Holili rendent la situation difficile, il est persuadé que c'est le manque de formation sur la gestion des frontières et de l'immigration qui entretiennent les problèmes des autorités dans leur travail quotidien.

« Notre priorité est la formation. Les gardes-frontières doivent être mieux formés que les trafiquants et les migrants. Nous devons en savoir plus sur les techniques d'enquête et sur la manière de communiquer afin d'obtenir les informations dont nous avons besoin auprès des personnes que nous approchons. Nous avons aussi besoin d'une formation plus spécialisée pour les agents de l'immigration et les gardes-frontières car à l'heure actuelle, la formation est basique », fait-il remarquer. « Mais il n'y a pas assez d'argent pour ça », ajoute-t-il.

Même pour des questions qui ne semblent pas forcément avoir un lien avec la formation, Francis est convaincu que c'est la solution.

La corruption des responsables de l'immigration et des contrôles aux frontières le long de l'itinéraire migratoire de la Corne de l'Afrique jusqu'en Afrique du Sud a été clairement mise en évidence par l'étude de l'OIM. La Tanzanie n'échappe pas au problème. Les agents de l'immigration se plaignent de leurs petits salaires. Un assistant de contrôle de l'immigration gagne un salaire de base de 100 000 shillings (80 dollars). Parfois une personne reste au même poste pendant deux à cinq ans et éventuellement plus.

« La corruption est un problème », reconnaît Francis Kibula. « Mais grâce à une meilleure information du public, à de meilleurs salaires, à des patrouilles regroupant la police, les douaniers, les agents de l'immigration et parfois les services des renseignements, ce phénomène pourra être évité », conclut-il avec conviction.

Les attentes sont manifestement élevées.

« Les besoins de la migration et les demandes de services sont tellement considérables que le vrai défi pour l'ACBC est d'être capable de répondre aux attentes de plus en plus élevées des gouvernements africains », déclare Sean Burke. « Mais ils sont aujourd'hui déterminés et veulent vraiment renforcer leur capacité à gérer les changements constants qui s'opèrent dans le phénomène de migration. Il s'agit déjà là d'un pas de géant. » **M**

Les réfugiés bhoutanais au Népal optent pour une nouvelle vie à l'étranger

Par Chris Lom, depuis Damak, au Népal

Un flux de bicyclettes émerge de la brume du petit matin à la sortie du camp de réfugiés de Beldangi. Les cyclistes, principalement des jeunes hommes, parcourent chaque matin les huit kilomètres qui les séparent de Damak, pour trouver du travail.

Située dans une zone inondable au pied de l'Himalaya dans la région la plus au sud du Népal à la frontière de l'Inde, la petite ville de Damak connaît un essor depuis ces deux dernières années, tandis que l'opération de réinstallation de 107 000 réfugiés bhoutanais de sept camps de réfugiés passe à la vitesse supérieure.

Après une certaine résistance au départ, les réfugiés ethniques népalais, qui ont été obligés de fuir leur pays à la fin des années 80 et au début des années 90, ont adopté le programme et partent désormais en masse.

« Plus de 20 000 personnes sont parties depuis le début du programme, ce qui a donné un certain élan. Nous prévoyons aujourd'hui de déplacer environ 18 000 personnes par an pendant les trois prochaines années », déclare David Derthick, spécialiste des programmes de réinstallation de l'OIM en Afrique de l'Est et directeur de l'antenne de l'OIM à Damak.

▲ Les réfugiés se rendent à Damak à bicyclette pour y trouver du travail. © OIM 2009 – MNP0058 (Photo: Kari Collins)

Pendant plus de 20 ans, les réfugiés, originaires du sud du Bhoutan et aussi appelés Lhotsampas ou « gens du sud », se sont raccrochés à l'espoir qu'un jour, ils pourraient rentrer chez eux.

Mais après 15 sessions de négociations entre les gouvernements bhoutanais et népalais, aucune n'a abouti au Bhoutan, ce qui avait entraîné, dans les années 80, l'introduction des lois de « bhoutanisation » destinées à unifier le pays dans la culture, la religion et la langue druk de la majorité.

La loi imposait le code vestimentaire et les coutumes druk aux Lhotsampas, leur interdisait l'usage de la langue népalaise dans les écoles, le droit de vote, les privant ainsi de leur citoyenneté et de leurs droits civils.

Les manifestations de masse organisées par les Lhotsampas contre la police en 1990 ont provoqué de violents conflits avec la police et l'armée bhoutanaises, suivis d'une vague d'arrestations et d'expulsions.

« Les gens sont souvent peu disposés à expliquer ce qui leur est arrivé et pourquoi ils ne peuvent pas rentrer chez eux, mais la décision des Etats-Unis de proposer une réinstallation à 60 000 d'entre eux a été acceptée en tenant compte de leur peur fondée d'être persécutés au Bhoutan », déclare Shannon Smith, directrice de l'Entité de traitement des candidatures à l'étranger (OPE) du gouvernement américain pour la réinstallation des réfugiés à Damak.

Elle fait remarquer que les Etats-Unis ont accepté 99% des candidatures lhotsampa, accueillant ainsi 17 609, soit 85% des 20 000 réfugiés qui ont quitté les camps à ce jour. La majorité d'entre eux ont été réinstallés au Texas, à New York, en Géorgie, en Arizona, en Pennsylvanie et en Californie.

Les autres pays qui proposent une réinstallation aux Lhotsampas sont l'Australie, qui a accueilli 855 réfugiés à la mi-juillet, le Canada pour 663 personnes, la Norvège, 299, la Nouvelle-Zélande, 294, le Danemark, 172 et les Pays-Bas, 126.

Sur plus de 90 000 réfugiés restés dans les camps, quelque 78 000 individus expriment aujourd'hui leur souhait d'être réinstallés, ce qui opère un changement de fond remarquable dans la population et le leadership des réfugiés, qui concevaient à l'époque la réinstallation dans des pays tiers avec suspicion et hostilité.



► Une employée de l'OIM mène un entretien préliminaire avant que les réfugiés rencontrent les responsables américains de l'immigration. © OIM 2009 – MNP0099 (Photo: Kari Collins)



► Une radiologue de l'OIM contrôle les radiographies du thorax pour le dépistage de la tuberculose à l'hôpital Life Line de Damak. © OIM 2009 – MNP0119 (Photo : Kari Collins)



► La réinstallation est rarement un choix facile, en particulier pour les personnes âgées. © OIM 2009 – MNP0073 (Photo: Kari Collins)



▲ Des réfugiés qui quittent Damak aperçoivent le Mont Everest sur le vol vers Katmandou. © OIM 2009 - MNP0140 (Photo: Kari Collins)

Les réfugiés qui se sont adressés au HCR fin 2007-début 2008 pour signer les « déclarations d'intérêt » dans la réinstallation ont été victimes de menaces et d'intimidations. Deux bus de l'OIM venant récupérer des réfugiés dans le camp ont reçu des pierres et une grenade a été lancée dans l'enceinte de l'OIM à Damak.

« Quand nous avons envoyé des bus pour récupérer les réfugiés dans le but de leur faire passer un entretien ou un examen médical, ils n'aimaient pas qu'on les voit monter à bord. Ils préféraient prendre leur vélo pour aller en ville, puis rentraient discrètement au camp après la tombée de la nuit », déclare Gabriel Okutoi, coordinateur des opérations de l'OIM.

Le centre de traitement de l'OIM à Damak et l'hôpital privé Life Line qui effectuent les examens médicaux requis par la plupart des pays de réinstallation,

sont longtemps restés hors de portée de nombreux réfugiés craignant les représailles des groupes contre la réinstallation.

Cependant, à la suite de l'action du gouvernement népalais, la création de postes de Forces de Police armées (APF) dans chacun des camps et le déploiement d'escortes de l'APF pour les bus transportant les réfugiés depuis et vers les camps et les aéroports locaux, le mouvement d'opposition au programme de réinstallation a commencé à se dissiper.

Bien que la majorité des Lhotsampas semblent décidés à faire une demande de réinstallation et que les Etats-Unis et autres pays de réinstallation semblent plus disposés à les accueillir, de nombreux réfugiés sont encore inquiets à l'idée d'échanger leur vie dans les camps de réfugiés ouverts et bien gérés pour une nouvelle vie à l'étranger.

Raju, qui a passé la plus grande partie de sa vie dans le camp de Sanischare, où le gouvernement népalais, le HCR, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, la Fédération Luthérienne mondiale, Caritas et l'Association des médecins d'Asie (AMDA) fournissent une protection, de la nourriture, une éducation et des services de soins de base, rejoindra bientôt sa famille au Texas avec sa femme et leur bébé.

« Mon anglais est mauvais et cela ne sera sûrement pas facile de trouver un emploi à cause de la conjoncture. Mais je dois le faire pour l'avenir de ma famille, pour mon enfant », confie-t-il.

Yogesh Gewali, enseignant de l'OIM, dispense un cours d'orientation culturelle sur trois jours à Sanischare et dans d'autres camps pour préparer les réfugiés à leur nouvelle vie. Il affirme que l'emploi, le logement, l'éducation, les services sociaux, la protection

sociale et l'intégration sont toutes des questions clés que ses étudiants se posent.

Ses cours sont d'abord centrés sur les éléments essentiels du voyage. « Ils peuvent transporter seulement 20 kg de bagage en soute et 5 kg de bagage à main, ce qui les obligent à prendre le strict nécessaire », dit-il, pendant que ses étudiants débattent avec énergie de ce qu'ils auront besoin et de ce qu'ils doivent laisser.

Les restrictions de bagage sont principalement dues à l'espace limité dans les petits avions que l'OIM utilise trois fois par semaine pour transporter les migrants de deux petits aéroports locaux, Bhadrapur et Biratnagar, à Katmandou - première partie de leur voyage.

Les vols sont prévus pour coïncider avec les vols commerciaux de Katmandou vers les pays de réinstallation, ce qui permet de libérer de la place dans le centre de transit de l'OIM situé dans la capitale, qui peut accueillir 400 personnes. La plupart des réfugiés passent trois ou quatre jours dans le centre, une ancienne école, pour passer des examens médicaux finaux et recevoir un deuxième cours d'orientation culturelle avant le départ. **M**

► Le Canada a accueilli plus de 660 réfugiés bhoutanais. © OIM 2009 – MNP0079 (Photo: Kari Collins)



Une enseignante en orientation culturelle hors du commun

Par David Derthick, OIM Népal



Nirmala Gyawali, une jeune népalaise de 26 ans sûre d'elle et éloquente, enseigne aux réfugiés bhoutanais acceptés pour la réinstallation, les conditions de vie aux Etats-Unis. Elle leur parle de son expérience en tant qu'étudiante à l'Université d'état du Colorado et tente de répondre à leurs questions concernant l'emploi, l'éducation, le logement et leurs droits juridiques, entre autres.

A la fin de chacun de ses cours qui se déroulent sur trois jours, ses étudiants partent non seulement avec un certificat, mais également avec une meilleure confiance en eux.

Nirmala, qui est aveugle de naissance, leur délivre un message d'espoir au moment où ils se préparent à vivre dans un nouveau pays. « Si une personne a une opportunité et travaille dur, rien n'est impossible », déclare-t-elle.

Née dans l'ouest du Népal dans le village de Charpala, sans électricité et à deux jours de marche de la route la plus proche, Nirmala partageait son handicap avec sa sœur aînée Sita, son frère Balaram et son père Tikaram - qui a perdu la vue après sa naissance.

La famille a souffert de l'isolement social et des moqueries et avant sa mort, le père de Nirmala a demandé à son beau-frère, qui faisait des études à l'Université de Katmandou, de s'occuper de ses enfants.

A Katmandou, l'oncle, avec l'aide du Conseil spécial pour l'éducation, a réussi à inscrire ses neveux et nièces dans la seule école du Népal réservée aux malvoyants.

A la même époque, Nirmala a fait la connaissance d'Olga Murray, initiatrice de la Fondation pour les opportunités des jeunes (NYOF), qu'elle décrit comme sa « mère de substitution ».

Avec l'aide de sa sœur Sita et le soutien de la NYOF, Nirmala a appris le braille en un temps record et a été intégrée dans le système scolaire népalais. Elle a ensuite reçu une bourse Fulbright à l'Université du Colorado, où elle a obtenu son diplôme en sociologie.

Nirmala parle sans tabou de sa dette envers Olga Murray et la NOYF. « Sans eux, je mendierai dans les rues de Katmandou ou je vivrai recluse entre les quatre murs de ma maison à Charpala », confie-t-elle.

Elle ajoute que son parcours au lycée et à l'université en étant la seule étudiante non-voyante a été difficile, mais n'a jamais remis en cause ses capacités et sa confiance en elle. Elle devait plutôt convaincre les autres qu'elle pouvait être aussi productive et autonome que ses camarades.

Les réussites de Nirmala ne s'arrêtent pas au niveau de l'école. A 21 ans, elle devient la première athlète du Népal à concourir dans les Para-Olympiques d'Athènes en 2004.

Elle apparaît également dans un manuel scolaire népalais destiné à encourager la tolérance envers les personnes handicapées. Le texte s'intitule « Nirmala : l'enfant miracle » et a été récompensé et complimenté plusieurs fois.

En mars 2008, Nirlama a déposé une candidature pour un emploi au sein de l'OIM en tant qu'enseignante en orientation culturelle pour les réfugiés bhoutanais qui bénéficient du programme de réinstallation aux Etats-Unis. La directrice de l'Entité de traitement des candidatures à l'étranger (OPE) Shannon Smith, qui lui a fait passer l'entretien, l'a recrutée immédiatement. **M**

L'énigme de l'intégration somalienne

Par Constanse M. Sandal

Lorsqu'ils entendent le mot "Somalien", la plupart des gens pensent aux pirates qui attaquent les navires au large de la Somalie à bord de petits bateaux. En Norvège, la population a tendance à percevoir la Somalie comme un pays où le chômage et la criminalité sont élevés, et où l'intégration est quasi inexistante. La différence est impressionnante.

Pour la deuxième année consécutive, la Somalie est en tête dans la liste des Etats en déliquescence établie par le magazine Foreign Policy et le Fonds pour la paix.

La Somalie a eu sa part de difficultés, notamment une guerre civile qui a déchiré le pays dans les années 90 et qui a conduit à l'indépendance du Somaliland.

La guerre a dévasté le pays et l'a dépourvu d'un gouvernement central opérationnel. Alors que le droit coutumier règne dans certaines régions du pays, ce sont les dieux de la guerre qui font la loi dans d'autres. Il existe peu ou pas de politiques, pas d'universités et pas d'écoles, ce qui oblige la population à dépendre de leurs réseaux d'amis et de leurs familles. Par conséquent, de nombreux Somaliens sont peu ou pas instruits.

Beaucoup d'entre eux ont dû fuir pour sauver leurs vies et ont trouvé refuge dans les régions d'origine de leur clan. Des centaines de milliers d'autres ont fui dans les pays voisins ou vers d'autres pays plus éloignés, en Europe ou aux Etats-Unis.

► Les Lamungus, une famille de réfugiés somali-bantoue récemment réinstallée aux Etats-Unis depuis le Kenya, découvre le centre ville de Phoenix. (Photo: Christophe Calais, 2003)



En 2007, les Somaliens représentaient 14,5 pour cent des 48 217 réfugiés admis aux Etats-Unis. De nombreux Somaliens aux Etats-Unis se sont installés dans la zone urbaine de Minneapolis-Saint Paul, qui a vu se développer une importante communauté somalienne où les résidents parlent, commercent et vivent à la manière somalienne.

Ibrahim Mohamed vit aux Etats-Unis depuis plusieurs années. « Pour moi, l'intégration est à double tranchant. De nombreux Somaliens se sont intégrés. Ils ont réussi et peuvent s'identifier à la société d'accueil. Mais il y a une culture néfaste dans la société d'accueil que nous souhaitons éviter. A partir du moment où un Somalien est intégré, il est facile de tomber dans des pièges que nous voudrions que nos enfants évitent », confie-t-il.

La chercheuse Cindy Horst étudie de très près la communauté somalienne au Minnesota, état qui abrite la plus importante diaspora somalienne aux Etats-Unis. On y compte 11 164 habitants somaliens, dont la plupart sont arrivés dans les années 90.

«Le nombre de Somaliens qui vivent aux Etats-Unis est seulement une estimation car ils sont enregistrés sous différentes catégories», explique Cindy Horst.

«Ils sont installés dans différentes parties des Etats-Unis - les populations somaliennes les plus importantes étant notamment dans Minneapolis-Saint Paul, Columbus et San Diego. Les estimations du recensement officiel américain sont faibles car beaucoup de Somaliens ne signalent pas leur présence dans l'Etat. Mais les chiffres varient entre 11 000 et plus de 40 000», ajoute-t-elle.

Minnesota, un idéal d'intégration pour la Norvège

Dans le Minnesota, Cindy Horst a découvert que les Somaliens travaillent dans des secteurs variés et rapatrient des fonds à leurs proches en Somalie.

Ses recherches ont révélé que nombre de Somaliens doivent travailler de longues heures et avoir deux, voire trois emplois, pour pouvoir rapatrier des fonds en Somalie. Les sommes vont de 100 à 1 000 dollars par mois, montants qui ne sont pas forcément proportionnels au salaire de l'expéditeur.

«Dans la zone urbaine de Minneapolis-St Paul, les Somaliens sont intégrés et ils sont nombreux à avoir un travail. Certains travaillent dans des abattoirs ou des usines. D'autres sont agents de sécurité, médecins, gardiens ou encore enseignants, professeurs, travailleurs

sociaux ou chauffeurs de taxis. Certains parlent bien anglais alors que d'autres sont obligés d'accepter des emplois qui ne requièrent pas de compétences linguistiques et d'éducation. Il y a aussi des mères célibataires qui vivent de l'aide sociale», explique Cindy Horst.

Les populations somaliennes aux Etats-Unis et en Norvège ont beaucoup en commun, en particulier concernant les rapatriements de fonds et la dépendance à leur clan ou groupe d'origine.

Pourtant, alors que ses compatriotes installés aux Etats-Unis sont bien intégrés, seulement 28 pour cent des 16 000 Somaliens présents en Norvège, pays scandinave régi par l'Etat-providence et connu pour ses richesses pétrolières et son saumon, travaillent. Les autres vivent de programmes d'aide sociale financés par l'Etat et ont été catalogués par les médias et les politiciens comme un groupe qui « s'intègre difficilement ».

D'après la chercheuse Katherine Fangen, cela rend l'intégration encore plus difficile, faisant ainsi à la population somalienne une réputation mauvaise injustifiée.

«De nombreux Norvégo-somaliens sont peu ou pas instruits et sont en difficulté lorsqu'ils entrent dans le système éducatif. Les enfants norvégiens sont aidés par leurs parents pour les devoirs, mais les parents somali-norvégiens manquent souvent de connaissances pour guider leurs enfants», explique Katherine Fangen. «Les Somaliens qui veulent faire des études sont confrontés à des problèmes. Ils peuvent envoyer des centaines de candidatures et ne recevoir aucune réponse».

Les groupes d'intérêt somaliens considèrent les Etats-Unis, et plus particulièrement la région de Minneapolis-St Paul, comme une solution à l'énigme de l'intégration. L'année dernière, des Somaliens résidant aux Etats-Unis se sont envolés vers la Norvège pour faire partie du comité de recherche et partager leurs connaissances sur les différences considérables entre intégration et emploi.

Les Somaliens américains qui se sont rendus en Norvège ont noté des similarités entre la Norvège et le Minnesota en termes de PIB, de population et de niveau de vie. Mais les différences par rapport à l'intégration étaient frappantes et les Somaliens en visite ont fait remarquer que la culture multiethnique des Etats-Unis y était sûrement pour quelque chose. D'autres ont affirmé que certains hommes

somaliens pouvaient hésiter parfois à accepter des emplois peu rémunérateurs ou témoignant d'un statut social bas généralement associés aux minorités en Somalie, que les hommes somaliens dans leurs pays n'accepteraient sous aucune circonstance.

Explications de l'énigme de l'intégration ?

Il existe de nombreuses réponses possibles à cette énigme. Des chercheurs ont expliqué ces décalages par les différences historiques des deux pays et par le fait que la Norvège est un pays très homogène alors que les Etats-Unis sont souvent considérés comme un melting pot. D'autres chercheurs remettent cette théorie en question en précisant qu'avant l'augmentation de l'immigration ces dernières années, la Norvège avait déjà connu des vagues d'immigration, même si elles n'étaient pas aussi intenses qu'aux Etats-Unis.

Les raisons de ces différences d'intégration pourraient s'expliquer par les dissemblances des politiques migratoires, des prestations mises à disposition par l'Etat ou de la composition de la population somalienne. En Norvège, la diaspora somalienne est composée de réfugiés qui ont fui la guerre civile.

Plus de la moitié de la population somali-norvégienne ne vit en Norvège que depuis cinq ans et n'a pas plus de 20 ans. D'après les chiffres officiels du recensement, 77 pour cent des Somali-norvégiens sont arrivés dans le pays en tant que réfugiés.

Les motivations des Somaliens qui vivent aux Etats-Unis sont différentes. Certains ont fui la guerre, d'autres s'y sont rendus pour faire de la recherche, étudier ou travailler.

Il existe d'autres différences très importantes comme la manière de création de leur communauté. Les Somaliens dans la zone urbaine de Minneapolis-St Paul ont créé leur propre communauté. En Norvège, à Oslo et autour de la capitale, il existe des communautés similaires plus petites, souvent perçues comme le résultat de politiques d'intégration qui ont échoué.

Le nombre de somali-norvégiens augmente de plusieurs milliers chaque année. L'avenir n'est cependant pas nécessairement sans espoir pour les Somaliens en Norvège. La population somalienne est présente en Norvège depuis moins de 10 ans. Une amélioration pourrait donc bientôt pointer à l'horizon. **M**

Constanze M. Sandal a écrit une thèse sur l'intégration des Somaliens en Norvège et aux Etats-Unis.

Alors que le conflit qui durait depuis 26 ans au Sri Lanka entre le gouvernement et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (ou Tigres tamouls) a pris fin dans un bain de sang sur les plages de Mullaitivu entre fin avril et début mai 2009, une vague de personnes déplacée depuis la zone détenue par les rebelles vers le district de Vavuniya contrôlé par le gouvernement a commencé, engendrant ainsi une potentielle crise humanitaire.

«Au cours des deux dernières semaines du mois d'avril, environ 100 000 personnes déplacées sont arrivées à Vavuniya. La vitesse de ces déplacements et le nombre de déplacés ont pris la communauté internationale par surprise. Il y avait tout simplement bien plus de personnes que prévu. Nous avons besoin de plus d'abris, d'installations sanitaires, de nourriture, de soins, plus de tout », a déclaré Giovanni Cassani, coordinateur des situations d'urgence de l'OIM au Sri Lanka.

Vavuniya avait déjà été identifié comme étant le site d'un camp important pour les déplacés internes de Vanni, district situé au nord du Sri Lanka et auparavant contrôlé par les Tigres tamouls. Il avait été prévu de défricher 4 000 hectares de jungle au sud-ouest de la ville de Vavuniya, dans un endroit connu sous le nom de Menik Farms.

Cependant, les flux massifs de personnes ont obligé le gouvernement, les organismes internationaux et les ONG à s'activer pour étendre la zone désignée pour les déplacés internes, défricher

plus de jungle, construire des routes, creuser des fosses d'écoulement et des latrines et fournir des abris d'urgence, de la nourriture, et de l'eau aux nouveaux arrivants. Le gouvernement s'est également lancé dans un projet ambitieux pour installer l'électricité sur le site et fournir de l'éclairage.

Michele Cecere, directeur du bureau de l'OIM à Vavuniya, a vu arriver les premières vagues au poste de contrôle du gouvernement d'Omanthai, au nord de la ville de Vavuniya, où les déplacés ont été contrôlés avant d'être autorisés à entrer dans le camp.

«En un seul week-end, nous avons distribué 20 000 bouteilles d'eau aux personnes qui attendaient d'être contrôlées. Nous avions besoin de bien plus d'eau, nous avons donc mis à disposition 14 réservoirs d'eau de 1 000 litres sur le site et nous avons collaboré avec le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies et une ONG locale pour installer une cuisine afin de nourrir les déplacés », a-t-il déclaré.

Alors que les déplacés internes entraient en grand nombre dans Vavuniya, les 30 membres du personnel de Michele Cecere et plus de 100 ouvriers employés au niveau local ont travaillé 24 heures sur 24 pour monter plus de 2 000 abris d'urgence à l'aide de bâches en plastique étirées sur des armatures en bois, et 1 500 tentes données par des organismes partenaires sur le site de Menik Farms. Les nouveaux arrivants ont afflué pour prendre possession des abris et l'OIM a par la suite distribué 4 600 tentes supplémentaires.

Chris Hoffman, spécialiste des interventions d'urgence de l'OIM est venu à Vavuniya depuis l'OIM au Népal pour aider à concevoir et construire 10 centres de soins de première urgence dans le camp. Un spécialiste des interventions d'urgence en Afrique a été surpris de voir à quelle vitesse le projet a pris forme.

«Grâce à la coordination militaire et à la quantité d'équipements lourds, nous dirigeons les niveleuses pour égaliser le sol de nos centres et délimiter la zone, à quelques centaines de mètres derrière les bulldozers qui défrichaient la jungle, seulement quelques heures avant de débiter la construction», a-t-il confié.

Les centres de soins, financés conjointement par le Bureau d'USAID en cas de catastrophe à l'étranger (OFDA) et du Ministère britannique pour le développement international (DFID), ont été commandés en réponse à une demande du Ministère de la Santé pour réduire la pression des quelques cliniques gouvernementales de renvoi des patients situées dans le camp.

D'après le Dr Sajitah Gunaratne, coordinateur médical de l'OIM, le but de ces cliniques, encadrées par des médecins, infirmières et sages-femmes du gouvernement, était de fournir des diagnostics, des soins d'urgence, de l'éducation sanitaire et de référer les déplacés internes, souvent malades, blessés et malnutris à cause des nombreux déplacements et des mauvaises conditions de vie pendant la guerre.

Déplacement massifs vers les camps après 26 ans de conflit au Sri Lanka

Par Chris Lom, depuis Vavuniya, Sri Lanka

▼ Efin avril-début mai, l'OIM et les organismes partenaires se sont activés pour fournir des abris aux déplacés internes.

© OIM 2009 - MLK0196

▼ © OIM 2009 - MLK0235





▲ Des réservoirs d'eau ont été installés dans les camps jusqu'à ce que les tuyaux puissent être reliés aux citernes. © OIM 2009 - MLK0216 (Photo: Chris Lom)

▲ © IOM 2009 - MLK0191

«L'OIM a accepté de construire, équiper, approvisionner, financer et contrôler les centres pendant 6 mois. Chaque centre fournit des soins de première urgence pour 10 000 déplacés internes et offrent des services de traitement et de prévention », fait remarquer le Dr Gunaratne.

Cependant, au mois d'août, le nombre de déplacés internes à Menik Farms avait atteint 226 000 personnes qui logeaient dans 28 500 abris, faisant ainsi du camp le plus grand site de déplacés internes du monde. 34 000 personnes supplémentaires avaient trouvé refuge dans des camps à proximité, installés dans des écoles et d'autres bâtiments publics à Vavuniya et autour de la ville.

Etant donné le grand nombre de déplacés, la durée incertaine de leur séjour dans les camps et l'opération humanitaire de déminage massive nécessaire pour leur permettre de rentrer chez eux, la provision de services adaptés reste un défi majeur pour le gouvernement, l'armée et les organismes humanitaires qui travaillent sur le site.

Selon les spécialistes de gestion des camps, les efforts pour fournir suffisamment d'abris, d'eau potable, de soins et d'installations sanitaires, qui comptabilisaient jusqu'ici 1 000 toilettes et fosses construites pas l'OIM, demeurent insuffisants par rapport aux besoins, en particulier avec l'arrivée de la mousson.

En juillet, Mahinda Samarasinghe, Ministre de la Gestion des Catastrophes au Sri Lanka, a informé le parlement du pays que les conditions de vie dans les camps «pouvaient et devaient être améliorées» et que le gouvernement et ses partenaires locaux et internationaux travaillaient dur pour y parvenir.

En juillet, le gouvernement a également annoncé des projets de déplacements de 60 pour cent des 280 000 déplacés internes dans les 30 camps à Vanni vers leurs maisons d'ici la fin de l'année, par le biais de son «programme de réinstallation en 180 jours».

Au moment de la rédaction de cet article, les détails et le plan du programme n'avaient pas encore été annoncés, et dépendaient

encore de l'opération de déminage et des conditions météorologiques. Il est très probable que les conditions dans les camps construits précipitamment se détériorent brusquement après l'arrivée de la mousson en septembre.

Le Sri Lanka est un Etat Membre de l'OIM depuis 1990 et l'OIM est très présente dans le pays, avec notamment l'installation de 6 antennes au nord et à l'est du pays après le tsunami de décembre 2004. En plus des projets de construction et d'interventions d'urgence, les activités de l'OIM au Sri Lanka comprennent la coopération technique dans la gestion des migrations, le renforcement de capacités, la lutte contre la traite ainsi que l'aide au retour et la réintégration.

Les opérations humanitaires de l'OIM pour les déplacés internes dans le district de Vanni ont bénéficié du financement du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), du Royaume-Uni, des Etats-Unis, des Pays-Bas, de l'Australie, du Japon, de la Suède et de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO). **M**

▼ De nombreux déplacés arrivant dans les camps étaient malades ou malnutris après plusieurs années de déplacements. © OIM 2009 - MLK0219 (Photo: Chris Lom)

▼ Le système sanitaire représentait un défi majeur sur le site nouvellement défriché. © OIM 2009 - MLK0230 (Photo: Chris Lom)





Les familles déplacées du Timor-Leste rentrent chez elles

Par Ryan Gentile, OIM Timor-Leste

▲ La vie à Metinaro était très simple mais protégeaient les déplacés internes de la violence des communautés. © OIM 2009 - MTP0138 (Photo: Jimmy Campos)

L'itinéraire entre Metinaro et Dili offre les paysages les plus magnifiques du Timor-Leste. A plusieurs endroits, les bords de route donnent sur les plages de sable blanc et les eaux turquoise de l'océan. Les collines marron-rouge qui dominent la route marquent la dure réalité de la saison sèche. Pendant la saison des pluies, ces collines d'un vert intense fleurissent de végétation luxuriante.

Metinaro, qui chevauche la route principale à 31 km à l'est de Dili, est le dernier plus important camp des 65 camps improvisés qui ont vu le jour en 2006, lorsque les troubles civils affectant l'ordre public et les violences massives ont forcé quelque 150 000 personnes à fuir leurs maisons.

Trois ans plus tard, en juin 2009, le Ministère timorais de la Solidarité Sociale (MSS), avec l'aide de l'OIM, a commencé à aider les tous premiers résidents du camp de Metinaro à rentrer chez eux, symbolisant ainsi le début de la fin de la crise du déplacement.

Antonia Freitas, mère de six enfants, a raconté la nuit où elle a quitté sa maison

le 30 juin 2006. Ses plus jeunes enfants et elle ont trouvé refuge dans une église à l'extérieur de Dili et ont attendu que ses autres enfants les rejoignent. A partir de là, ils se sont dirigés vers Metinaro, camp sécurisé situé près de l'un des principaux quartiers militaires du Timor.

Même si les conditions de vie étaient difficiles à Metinaro, les membres de la famille s'y sentaient en sécurité et le gouvernement, l'OIM et les ONG subvenaient à leurs besoins. Mais comme la plupart des déplacés internes du camp, ils voulaient surtout et avant tout rentrer chez eux.

Cependant, retourner dans des quartiers hostiles, retrouver leurs maisons brûlées et leurs terres occupées n'était pas un processus facile. La stratégie nationale de rétablissement du gouvernement intitulée Hamutuk Hari'i (« construire l'avenir ensemble ») a été mise en place pour encourager la réconciliation nécessaire au retour des familles.

Dans le cadre de cette stratégie, l'OIM a collaboré avec les équipes du dialogue du PNUD soutenu par MSS afin de s'entretenir avec chaque famille de Metinaro pour permettre le dialogue entre eux et leurs anciennes communautés.

En raison des différences de préoccupations et de situations dans chaque village, ce processus d'entretien et de médiation a été extrêmement délicat et a pris beaucoup de temps. Les communautés n'étaient pas toutes enthousiastes à l'idée d'accepter le retour des déplacés internes et la continuité du dialogue sera essentielle pour garantir une transition sans heurts. Certaines familles ne pourront jamais rentrer chez elles et auront besoin d'autres solutions de réinstallation.

Antonia, qui est retournée dans sa communauté d'origine de Bedois, a expliqué combien il est pénible d'avoir à croiser chaque jour les personnes qui ont détruit sa maison. «C'est bien de pardonner», a-t-elle exprimé, avec un sourire triste.

Sa famille continue d'avoir des problèmes avec ses voisins concernant l'accès à l'eau. Ses plus jeunes enfants ont été molestés lorsqu'ils allaient chercher de l'eau au puits communal. Elle ne veut donc plus les laisser aller. «Je préfère qu'ils me fassent du mal à moi plutôt qu'à mes enfants», confie-t-elle.

La scolarisation n'est pas mieux. En qualité d'enseignante, Antonia explique qu'avec une amie, elle a commencé à donner des cours pour desservir les 165 enfants de Metinaro qui n'étaient pas acceptés dans les écoles surpeuplées de la communauté.

Le gouvernement, l'OIM et d'autres organismes continuent d'effectuer des contrôles et de fournir une aide à près de 900 familles de Metinaro dans les zones de Dili qui comptent de nombreux rapatriés.

Un projet de l'OIM financé par l'Instrument de stabilité de la Communauté européenne est également destiné à atténuer les tensions que connaissent les communautés en raison de l'afflux soudain de nouvelles familles, en collaborant avec les chefs des communautés afin d'améliorer les infrastructures, notamment l'accès à l'eau, aux installations sanitaires, à l'éducation et au transport.

«Il est difficile d'oublier le passé mais nous ne voulons plus fuir», avoue Antonia, les larmes aux yeux. «Tout ira mieux lorsque nos chefs coopéreront. Sinon, les choses iront en empirant». **M**

▼ L'OIM a aidé à monter le camp de Metinaro en 2006 et l'a financé au cours des trois années suivantes. © OIM 2009 - MTP0144 (Photo: Jimmy Campos)



Tout sourire alors qu'il me fait visiter son usine d'ébénisterie artisanale, Eduardo Belo Soares était autrefois connu sous le nom de Lahakfodak Gattot ou «celui qui n'a pas peur de Gattot», l'ancien chef alors très craint des services de renseignement de l'armée du Timor oriental.

L'ancien guérillero était membre du mouvement de résistance armée des Falintil qui a combattu l'armée indonésienne d'occupation à travers les montagnes de cette toute petite nation entre 1975 et 1999. Aujourd'hui, contre toute attente, il a réussi à monter une entreprise prospère à Dili, la capitale.

Pour Eduardo, comme pour plus de 2 000 anciens combattants de la guérilla qui ont été démobilisés à la suite de la dissolution des Falintil et de la création des Forces de Défense du Timor-Leste (FDTL) en 2001, la transition de la vie d'un combattant de la résistance à celle d'un civil dans un Timor-Leste indépendant n'a pas été chose facile.

Le projet de l'OIM d'aide à la réintégration des Falintil (FRAP), financé par le Bureau d'USAID des projets de transition et par la Banque Mondiale, a permis de construire un pont entre la vie dans les montagnes et la vie dans un Timor-Leste caractérisé par la pauvreté des villages et des villes sérieusement détruits par les milices en retraite soutenues par l'Indonésie.

Grâce au FRAP, les anciens guérilleros et leurs familles ont reçu 100 dollars mensuels pendant les cinq premiers mois après la démobilisation pour les aider à satisfaire leurs besoins primaires. Le projet a également permis, à concurrence de 550 dollars, de fournir un soutien

matériel pour l'agriculture, la pêche ou la création d'une petite entreprise.

Nombre de Falintil démobilisés ont opté pour le retour dans leurs villages et sont devenus agriculteurs, en achetant du bétail, des outils et des semences grâce à l'argent du FRAP. Mais Eduardo, ingénieur civil de formation, a décidé de créer une petite entreprise d'ébénisterie et a acheté un tour à bois.

«Au départ, les clients et le travail n'étaient pas toujours au rendez-vous. Dili était en ruines, presque tout était importé d'Australie ou d'Indonésie et les producteurs locaux n'arrivaient pas à faire face à la demande de reconstruction de masse », explique-t-il.

Mais Eduardo avait plusieurs avantages. Ses meubles étaient moins chers, la qualité de son travail était meilleure et il parvenait à construire ses meubles bien plus vite que la concurrence australienne du départ.

Son succès est arrivé lorsque l'évêque de Bacau, la deuxième ville du Timor-Leste, l'a mandaté pour construire une nouvelle rampe d'escalier pour sa maison.

Il a été payé 2 000 dollars pour faire le travail et avec l'argent, il a pu acheter des outils manuels pour accroître sa capacité de production. Peu après, il a reçu un contrat pour aider à la reconstruction des bâtiments du gouvernement et son entreprise a commencé à prospérer.

Mais en avril 2006, la catastrophe s'est produite. Les troubles civils qui ont envahi le Timor-Leste, forçant la majorité de la population de Dili à fuir vers les camps de déplacement autour de la ville, l'ont fait fermer. Son usine a été pillée et

sérieusement endommagée. Il n'a pas pu la rouvrir pendant deux ans.

En 2008, Eduardo a rouvert l'entreprise et est aujourd'hui l'un des menuisiers les plus connus et les plus respectés de Dili, grâce à son travail de qualité et ses 400 employés.

Il possède également plusieurs autres entreprises, dont notamment une entreprise de sécurité commerciale. **M**



▲ L'entreprise d'Eduardo a permis la création de 400 emplois pour les artisans timorais. © OIM 2009 - MTP0182 (Photo: Bradley Mellicker)



▲ L'usine approvisionne des clients locaux et étrangers. © OIM 2009 - MTP0183 (Photo: Bradley Mellicker)

Un ancien combattant de la résistance devient un entrepreneur prospère

Par Bradley Mellicker, OIM Timor-Leste

► Eduardo Belo Soares montre ses meubles artisanaux. © OIM 2009 - MTP0181 (Photo: Bradley Mellicker)

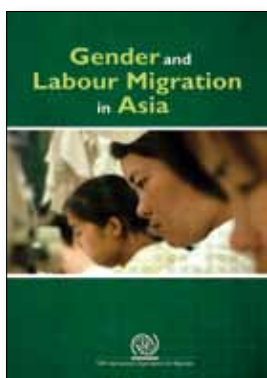
NOUVELLES PARUTIONS



Changements climatiques, dégradation de l'environnement et migrations : Remédier aux faiblesses et saisir les opportunités

Cette publication est un rapport de la conférence intitulée « Changements climatiques, dégradation de l'environnement et migrations : Remédier aux faiblesses et saisir les opportunités », qui s'est tenue en février 2008 à Genève. L'événement a été co-organisé par la présidence grecque du Réseau Sécurité humaine et par l'Organisation internationale pour les migrations. Publiée grâce au financement du gouvernement grec, cette publication comprend quatre parties basées sur les présentations et les débats qui ont eu lieu lors de la conférence en grec, en anglais, en français et en espagnol. Le document annexe comprend le programme de la conférence en anglais.

2009/souple
104 pages
ISBN 978-92-9068-526-5
Grec, anglais, français, espagnol
Prix : 23.00 USD



Migration de main-d'œuvre et sexospécificité en Asie

Au niveau mondial, le paysage migratoire international se diversifie de plus en plus en raison des grands changements de l'économie et de la politique mondiale ces dernières années. Ces 30 dernières années, l'Asie a été une région en mouvement, que ce soit dans les pays du Golfe dans les années 70 ou dans les dragons asiatiques en pleine expansion dans les années 80. Cependant, depuis les années 90, un nouveau processus de «migration sexospécifique» s'est développé. On constate une augmentation du nombre de migrantes de main-d'œuvre dans la région qui fait apparaître un certain nombre de problèmes aux niveaux économique et social. En outre, la vulnérabilité des migrants de sexe masculin en termes de droits, d'accès aux services et les changements qui ont lieu dans les rôles homme-femme sont des questions mises en avant mais très peu étudiées. Cette publication, composée de chapitres sur le Sri Lanka, le Bangladesh, les Philippines, la Thaïlande, le Vietnam et la Chine, vise à inscrire la conscience des questions sexospécifiques dans le programme de migration de main-d'œuvre et de développement en Asie.

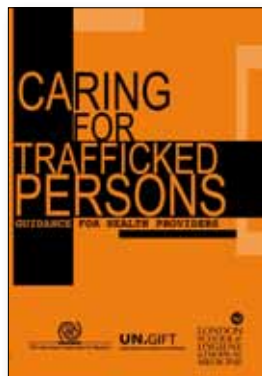
2009/souple
356 pages
ISBN 978-92-9068-453-4
Anglais
Prix : 78.00 USD



Profil migration en Argentine 2008

Préparé avec le soutien du fonds de dotation de Sasakawa, le profil migratoire de l'Argentine fait partie d'une série de publications sur les profils de différents pays, notamment celui de l'Argentine, de la Colombie et de l'Équateur, produit et publié en Amérique Latine. Cette série vise à combler le manque d'informations et contribue ainsi à améliorer l'élaboration de politiques et la gestion des questions migratoires dans la région. Le profil migratoire de l'Argentine explore les tendances migratoires récentes dans le pays, en vue d'aider les gouvernements, les organisations et les individus à comprendre le phénomène de mobilité humaine et ses conséquences durables sur la structure démographique, sociale et économique d'un pays. Le rapport présente entre autres des données sur l'immigration et l'émigration, sur la migration irrégulière, sur les conditions du marché du travail, sur les pénuries de main-d'œuvre qualifiée, sur la traite des êtres humains, sur les diasporas et les rapatriements de fonds, et sur les politiques et traités relatifs à la migration.

2009/souple
112 pages
ISBN 978-92-9068-529-6
Espagnol



Soigner les victimes de traite : Guide pour les prestataires de soins médicaux

Pour de nombreuses victimes, les conséquences physiques et psychologiques d'une expérience de traite peuvent être graves et permanentes. Les équipes de soins médicaux peuvent être amenées à être en contact avec des victimes à différents stades du processus de traite et à différentes étapes de leur processus de rétablissement. Pour les prestataires de soins médicaux, le diagnostic et le traitement des victimes de traite peuvent être très difficiles. Cette publication expose l'expérience collective d'un large éventail de spécialistes d'organisations internationales, d'universités et de la société civile qui traitent des conséquences de la traite. Elle fournit des conseils pratiques et non cliniques pour aider les équipes qui prodiguent des soins à comprendre le phénomène de traite, reconnaître certains des problèmes de santé qui y sont associés et envisager des approches médicales appropriées et sans danger.

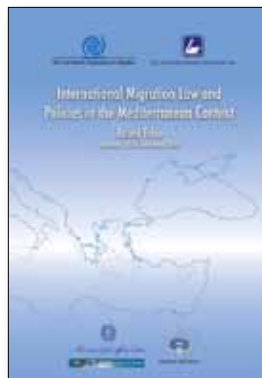
2009/souple
232 pages
ISBN 978-92-9068-466-4
Anglais



Introduction à l'aide psychosociale et aux techniques de base : manuel de formation de l'OIM pour les chefs de communautés et les travailleurs

Ce manuel est un guide de préparation à la pandémie pour les migrants et un outil de développement de capacités pour les communautés d'accueil. Il est destiné aux travailleurs humanitaires, notamment ceux qui travaillent dans les secteurs du développement et la santé des communautés et aux chefs qui communiquent avec les migrants et les populations mobiles. Le manuel permet d'améliorer l'aide psychosociale et les techniques de communication qui peuvent être utilisées pour aider les enfants, les adolescents, les adultes et les familles qui vivent dans des communautés d'accueil à faire face avant, pendant et après une pandémie ou autre crise. Ce manuel a été testé sur le terrain au Caire, en Egypte, dans le cadre du projet de préparation à la pandémie pour les migrants et les communautés d'accueil, financé par USAID par le biais du Fonds central pour la lutte contre la grippe (CFIA).

2009/souple
120 pages
ISBN 978-92-9068-531-9
Anglais



Droit international de la migration dans le contexte méditerranéen

Cette publication résulte de la table ronde organisée par l'Institut international de Droit humanitaire et l'OIM à San Remo en Décembre 2008. Le rapport, rédigé dans la langue d'origine des auteurs et participants, couvre les questions relatives à la traite et au trafic illicite de migrants, à la migration et à la sécurité internationale, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, aux travailleurs migrants et à la coopération multilatérale. A travers les participations et débats, le phénomène migratoire a été étudié des points de vue juridique et politique. Le bassin méditerranéen, un carrefour des cultures, des religions et des sociétés subit de nombreux changements : de la politique à l'économie, en passant par les relations interétatiques. La migration doit être examinée dans le cadre d'une coopération régionale concertée, dans un esprit de responsabilité partagée entre les pays d'origine, de transit et de destination.

2009/souple
248 pages
ISBN 978-92-9068-520-3
Anglais, italien, français
Prix : 18.00 USD

MIGRATIONS est également disponible en version électronique

Veuillez nous faire savoir quelle version de [Migrations](#) vous souhaitez recevoir :

Nom :

Email :

Veuillez retourner ce formulaire à:

Publications Unit, Organisation internationale pour les migrations,

17 route des Morillons, C.P. 71, CH-1211 Genève 19, Suisse ou à : pubsales@iom.int